

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 118
N^o 28

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Titema 1969

ABONNEMENTS				PRIX DU NUMÉRO		ANNONCES ET AVIS	
	Un an	Six mois	Trois mois				
	(Francs Pacifique)			Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.		Annonces judiciaires, commerciales et	
Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être		annonces diverses : la ligne	
France et territoires				adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.		Les mêmes renouvelées : la ligne	
d'outre-mer	470 fr.	250 fr.	135 fr.	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.		Publications de sociétés philanthropiques,	
Etranger	600 fr.	350 fr.	200 fr.	Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard		littéraires, scientifiques, sportives, etc.	
				6 jours ouvrables avant la parution du journal.		C.C.P. Papeete N ^o 1139 — B.P. N ^o 117	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Pouvoir Central

Textes officiels publiés à titre d'information

	Pages
1969 26 nov. Décret n ^o 69-1075 modifiant le décret n ^o 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n ^o 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. des 1 ^{er} et 2 ^e décembre 1969 — page 11714)	752

Avis officiels

Avis relatif au projet de transfert du portefeuille de contrats d'une société d'assurances	753
--	-----

Actes du Gouvernement Local

1969 5 nov. Arrêté n ^o 2751 AA/J rendant exécutoire la délibération n ^o 69-88 du 2 octobre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police	753
19 nov. Arrêté n ^o 2860 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'aéro-club de Tahiti	762
20 nov. Arrêté n ^o 2882 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la F.O.J.E.P.	763

20 nov. Arrêté n ^o 2883 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la fédération des œuvres laïques de Polynésie française	764
3 déc. Arrêté n ^o 3004 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive « Aorai »	765
4 déc. Arrêté n ^o 3019 AA rendant exécutoire la délibération n ^o 69-95 du 30 octobre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant gratuitement au conseil d'administration des biens de l'église évangélique une concession définitive à Fitii (Huahine)	766
4 déc. Arrêté n ^o 3020 AA rendant exécutoire la délibération n ^o 69-99 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant une concession définitive à Nunue (Bora-Bora) au profit de la banque de l'Indochine de Papeete	766
4 déc. Arrêté n ^o 3021 AA rendant exécutoire la délibération n ^o 69-100 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant une concession définitive à Nunue (Bora-Bora) au profit de Mlle Céline Tupu	767
4 déc. Arrêté n ^o 3022 AA rendant exécutoire la délibération n ^o 69-101 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant une concession définitive à Nunue (Bora-Bora) au profit de Mlle Delphine Ruairei	768
4 déc. Arrêté n ^o 3025 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale des anciens engagés volontaires de la Légion Valmy	769
8 déc. Arrêté n ^o 3036 CAB/MIL portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des armées	770
11 déc. Arrêté n ^o 3070 AE constatant la valeur locative du mètre carré des locaux à usage d'habitation applicable au cours de l'année 1970	771

11 déc.	Arrêté n° 3071 CD portant modification de l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969 portant application de la délibération modifiée n° 68-4 du 25 janvier 1968 instituant un impôt sur les transactions	771
11 déc.	Arrêté n° 3072 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 69-25 du 28 février 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française tendant à l'augmentation des droits d'entrée concernant l'eau de javel	772
11 déc.	Arrêté n° 3077 AA/FT rendant exécutoire la délibération n° 69-84 du 18 septembre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement, exercice 1969	772
11 déc.	Arrêté n° 3079 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	773
16 déc.	Arrêté n° 3167 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	773
11 déc.	Décision n° 3080 E/IA accordant une subvention aux écoles primaires publiques ayant fait fonctionner une cantine pendant le deuxième semestre 1969 en application de la délibération n° 69-36 du 17 avril 1969 portant statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées	773
11 déc.	Décision n° 3084 J accordant un congé à Me Dubouch (Andrée) notaire et portant nomination de M. Llorca (François) en qualité d'intérimaire	774
12 déc.	Arrêté n° 3099 AA clôturant une session ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et convoquant cette assemblée en session extraordinaire	775
12 déc.	Arrêté n° 3100 FT rendant exécutoire la délibération n° 4/69 du 27 octobre 1969 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget du port autonome pour l'exercice 1970	775
12 déc.	Arrêté n° 3104 FT portant modification du plan de campagne 1969 du fonds spécial d'équipement hydraulique	775
12 déc.	Arrêté de cessibilité n° 3117 AC/DIR/INFRA portant détermination des propriétés qui doivent être cédées pour la construction de l'aérodrome de Rangiroa	776
15 déc.	Arrêté n° 3120 CD accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1967, 1968 et 1969 perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Faana, Uturoa et Pirae	777
16 déc.	Décision n° 3143 E/IA accordant une subvention aux écoles primaires privées ayant fait fonctionner une cantine pendant le 2 ^e semestre 1969 en application de la délibération n° 69-36 du 17 avril 1969 portant statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées	778
16 déc.	Arrêté n° 3145 AA rendant exécutoire la délibération n° 69-107 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement pour 1969	779

16 déc.	Arrêté n° 3149 AA rendant exécutoire la délibération n° 69-103 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement pour 1969	779
17 déc.	Arrêté n° 3179 ENR rapportant l'article 2 de l'arrêté n° 2115 ENR du 21 août 1969	780
	Extraits	780

Avis officiels

Deux enquêtes de commodo et incommodo	783
Service des douanes.— Cours des changes	784

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	784
Annonces diverses	794

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DECRET n° 69-1075 du 26 novembre 1969 *modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1^{er}.— L'article 25 du décret susvisé du 5 janvier 1968 est ainsi modifié :

Article 25.

Pendant une période de trois ans, le diplôme de fin d'études délivré par l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières de

la Polynésie française et le diplôme délivré par le cours local de formation professionnelle d'infirmiers, infirmières et sages-femmes seront considérés comme équivalents du diplôme d'Etat d'infirmier pour l'accès au corps du personnel des services médicaux de la Polynésie française régi par le présent décret. Ces diplômes demeureront assimilés au diplôme d'Etat pour l'avancement dans ce corps.

Les titulaires du diplôme de fin d'études de l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières de la Polynésie française ou du diplôme délivré par le cours local de formation professionnelle d'infirmiers, infirmières et sages-femmes qui, pendant cette période de trois ans, accéderont au corps du personnel des services médicaux de la Polynésie française seront toutefois tenus d'effectuer un stage de trois ans dans ce corps avant de pouvoir être titularisés sans ancienneté à l'échelon de début.

Seuls les infirmiers et infirmières du corps du personnel des services médicaux de la Polynésie française, titulaires du diplôme d'Etat, pourront, d'une part, en application des dispositions de l'article 5 du présent décret, participer aux concours et examens ouverts aux fonctionnaires du corps métropolitain correspondant, d'autre-part, suivre les stages de spécialisation pour lesquels la possession du diplôme d'Etat est exigée.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1969.

Jacques CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé publique
et de la sécurité sociale,

Robert BOULIN.

Le ministre de l'économie et des finances,
Valéry GISCARD D'ESTAING.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé des départements et territoires d'outre-mer,
Henry REY.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique,
et des réformes administratives,

Philippe MALAUD.

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,
Jacques CHIRAC.

AVIS OFFICIELS

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DES ASSURANCES

AVIS relatif au projet de transfert
du portefeuille de contrats d'une société d'assurances.

Par application des dispositions de l'article 11 du décret du 14 juin 1938, unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises

d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, la société étrangère d'assurances SCOTTISH INSURANCE CORPORATION LIMITED dont le siège social est à EDIMBOURG (Grande-Bretagne) et le siège spécial pour la France à Paris (9^e) 40, rue Laffitte, a présenté une demande tendant à l'approbation du transfert de la totalité de son portefeuille de contrats d'assurances et de réassurances souscrits en France, avec ses droits et obligations, à la société étrangère d'assurances THE YORKSHIRE INSURANCE COMPANY LIMITED dont le siège social est à YORK (Grande-Bretagne) et le siège spécial pour la France à Paris (9^e) - 40, rue Laffitte.

Un délai de trois mois à compter de la publication du présent avis est imparti aux créanciers de ces deux sociétés pour présenter leurs observations sur le projet du transfert.

Ces observations devront être adressées par écrit, sous pli recommandé, au Ministre de l'Economie et des Finances (Direction des Assurances - Bureau B-2) ; 54, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 2751 AA/J du 5 novembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-88 du 2 octobre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-88 du 2 octobre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 novembre 1969.

Pierre ANGELI.

DELIBERATION n° 69-88 du 2 octobre 1969 portant réglementation des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 5 octobre 1920 portant réglementation d'administration publique sur les frais de justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police ;

Vu le décret du 10 juillet 1922 rendant applicables aux Etablissements français de l'Océanie certains articles du décret susvisé du 5 octobre 1920 ;

Vu l'arrêté local du 10 avril 1922 réglant le mode de paiement et de recouvrement des frais de justice criminelle ;

Vu la délibération des 2 et 5 mai 1950 (Titre II) de l'assemblée territoriale de la Polynésie française relative aux tarifs des greffiers et des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, modifiée par la délibération n° 59-59 du 9 octobre 1959 ;

Vu la délibération n° 68-39 du 4 avril 1968 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française fixant le tarif des huissiers en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1132 J en date du 18 juin 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 216-69 en date du 2 octobre 1969 de la commission permanente ;

Vu la délibération n° 69-78 du 14 août 1969 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 octobre 1969,

Adopte :

Article préliminaire : Les frais de justice criminelle, correctionnelle et de police sont en Polynésie française réglés ainsi qu'il suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions préliminaires.

Article 1er. — Le service de l'enregistrement fait l'avance des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police, sauf pour le Trésor à poursuivre le recouvrement de ceux desdits frais qui ne sont point à sa charge, le tout dans la forme et selon les règles établies par la présente délibération.

Art. 2. — Les frais de justice criminelle, correctionnelle et de police sont :

1° — Les frais de translation des prévenus ou accusés, les frais de translation des condamnés pour se rendre au lieu où ils sont appelés en témoignage, mais seulement quand cette translation ne peut être effectuée par les voitures cellulaires du service pénitentiaire, les frais de transport des procédures et des pièces à conviction ;

2° — Les frais d'extradition des prévenus, accusés ou condamnés ; les frais de commission rogatoire et autres frais de procédure pénale en matière internationale ;

3° — Les honoraires et indemnités qui peuvent être accordés aux experts, aux interprètes et les frais de traduction ;

4° — Les indemnités qui peuvent être accordées aux témoins et aux assesseurs près la cour criminelle ;

5° — Les frais de garde des scellés et ceux de mise en fourrière ;

6° — Les droits d'expédition et autres émoluments alloués aux greffiers ;

7° — Les émoluments des huissiers ;

8° — Les frais de capture ;

9° — Les indemnités allouées aux magistrats et greffiers au cas de transport pour exercer un acte de leur fonction dans les cas prévus au chapitre II de la présente délibération ;

10° — Les frais de communication postale, télégraphique, téléphonique, le port des paquets pour la procédure pénale ;

11° — Les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice ;

12° — Les frais d'exécution des arrêts en matière criminelle et les gages des exécuteurs ;

13° — Les indemnités et secours accordés aux victimes d'erreurs judiciaires, ainsi que les frais de révision et les secours aux individus relaxés ou acquittés.

Art. 3. — Sont, en outre, assimilés aux frais de justice criminelle, correctionnelle et de police, en ce qui concerne l'imputation, le paiement et la liquidation, les dépenses qui résultent :

1° — Des procédures suivies en application des lois concernant l'enfance délinquante et des lois concernant la protection de l'enfance en danger ;

2° — De l'application de la législation sur le régime des aliénés ; des actes d'office en matière de tutelle ;

3° — Des procédures d'office aux fins d'interdiction ;

4° — Des poursuites d'office en matière civile ;

5° — Des inscriptions hypothécaires requises par le ministère public ;

6° — Des avances faites par application de la législation sur le règlement judiciaire et la liquidation de biens et la faillite personnelle ;

7° — Des dispositions des textes sur l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative ;

8° — Du transport des greffes ou des archives des tribunaux ;

9° — Des textes spéciaux et dont l'avance doit être faite par le service de l'enregistrement.

CHAPITRE II — Tarif des frais.

Section I. — Des frais de translation des personnes, de transfert de procédures et des pièces à conviction.

Art. 4. — Lorsqu'il y a nécessité de transférer les prévenus ou accusés dans un lieu autre que celui où ils sont détenus, le transfert a lieu sur la réquisition de l'autorité judiciaire, par le moyen de transport — terre, mer, ou air —, approprié.

Art. 5. — La réquisition doit être établie en deux exemplaires dont l'un est remis au greffier chargé de la liquidation des frais du procès et l'autre au transporteur pour qu'il le produise à l'appui de son mémoire.

Art. 6. — Les prévenus et accusés peuvent se faire transporter à leurs frais en se soumettant aux mesures de précaution prescrites par le magistrat qui aura ordonné le transport ou par le chef d'escorte chargé de l'exécuter.

Art. 7. — Les procédures et les pièces à conviction sont confiées aux gendarmes ou aux agents chargés de la conduite des prévenus ou accusés.

Si en ce cas des frais exceptionnels ont dû être avancés par les agents chargés de la conduite, ceux-ci, pour en obtenir le remboursement, en portent le montant sur leur mémoire.

Si en raison du poids ou du volume, les objets ne peuvent être transportés par les gendarmes ou agents, ils le sont, sur réquisition écrite du magistrat, par la voie appropriée, avec les précautions convenables pour la sûreté desdits objets.

Art. 8. — Les aliments ou secours nécessaires aux personnes qui font l'objet du transport leur sont fournis dans les maisons d'arrêt.

Cette dépense n'est point considérée comme faisant partie des frais généraux de justice criminelle, correctionnelle et de police, elle est confondue dans la masse des dépenses ordinaires des maisons d'arrêt.

Art. 9.— Si l'individu transféré tombe malade en cours de route et doit être placé dans un hôpital, les frais d'hospitalisation sont supportés selon les règles en vigueur au lieu de l'hospitalisation.

Art. 10.— Les dépenses que les gendarmes et agents chargés de la conduite se trouvent obligés de faire en cours de route leur sont remboursées comme frais de justice criminelle, correctionnelle et de police, sur leurs mémoires détaillés, auxquels ils joignent les ordres qu'ils ont reçus, ainsi que les quittances particulières, pour les dépenses de nature à être ainsi constatées.

Si les gendarmes et agents chargés de la conduite n'ont pas de fonds suffisants pour faire ces avances, la somme présumée nécessaire leur est provisoirement allouée par le magistrat qui ordonne le transport.

Il est fait mention du montant de cette allocation provisoire sur l'ordre de transport.

Arrivés à destination, les gendarmes et agents chargés de la conduite font régler définitivement leur mémoire par le magistrat devant lequel le prévenu doit comparaître.

Art. 11.— Lorsqu'un dépositaire public ou particulier s'est transporté pour faire un dépôt de pièces arguées de faux ou de pièces de comparaison, conformément aux dispositions en vigueur en matière criminelle, il a droit à la taxe de comparution et aux indemnités de voyage et de séjour allouées aux témoins.

Art. 12.— Au cas où la location d'un ou plusieurs coffres serait nécessaire en vue de mettre en sûreté les valeurs mobilières, bijoux et objets précieux dont les greffiers sont dépositaires, ceux-ci ont droit, sur la justification de l'acquit, au remboursement des frais de location.

Section II.— Honoraires et indemnités des experts et des interprètes.

Paragraphe 1er.— Des experts

A — Règles générales —

Art. 13.— Les tarifs fixés par la présente délibération en ce qui concerne les frais d'expertise, doivent être appliqués en prenant pour base la résidence des experts.

Les frais de rédaction et de dépôt du rapport ainsi que le cas échéant, de la prestation de serment, sont compris dans les indemnités fixées par ces tarifs.

Aucune indemnité n'est allouée pour la prestation de serment de l'expert devant le tribunal supérieur d'appel lors de sa première inscription ni, le cas échéant, lors d'une nouvelle inscription après radiation ou non réinscription.

Les prix des opérations non tarifées sont fixés pour chaque affaire par les magistrats qui ont commis les experts.

Art. 14.— Dans le cas où une expertise est nécessaire, l'expert doit faire connaître le montant prévu de ses frais et honoraires avant de commencer l'expertise. Pour toutes les juridictions du territoire, au-dessus de la somme de 10.000 francs CP et sauf cas d'urgence, cette demande est communiquée au procureur de la République près le tribunal de Papeete qui peut, dans le délai de 10 jours, présenter ses observations. L'avis du ministère public est obligatoire en matière d'expertise comptable. S'il n'en est pas tenu compte, il peut saisir le président du tribunal supérieur d'appel, président de la

chambre d'accusation. La décision de ce dernier magistrat doit intervenir dans les huit jours et elle ne peut faire l'objet de recours.

Art. 15.— Lorsque l'expertise est terminée le mémoire est communiqué au procureur de la République près le tribunal de Papeete qui dispose du recours prévu à l'article 91.

Art. 16.— Les prix des opérations tarifées ou non tarifées peuvent être réduits en cas de retard dans l'accomplissement de la mission ou d'insuffisance du rapport.

Si le travail doit être refait, toute rémunération peut être refusée.

Art. 17.— L'expert qui se déplace à plus de 4 kms de sa résidence a droit à une indemnité de séjour et, le cas échéant, de voyage.

Le montant de ces indemnités est celui prévu pour les assesseurs par les articles 44 et 46 de la présente délibération.

Art. 18.— Lorsque les experts sont entendus soit devant les tribunaux soit devant les magistrats instructeurs à l'occasion de la mission qui leur est confiée, il leur est alloué une indemnité de 300 francs s'ils ne font pas partie de l'administration.

Art. 19.— Lorsque les experts justifient qu'ils se sont trouvés par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, dans l'impossibilité de remplir leur mission, les magistrats commettants peuvent, par décision motivée soumise à l'agrément du président du tribunal supérieur d'appel, président de la chambre d'accusation, après avis conforme du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, leur allouer une indemnité outre leurs frais de transport, de séjour et autres débours s'il y a lieu.

Art. 20.— Les experts ont droit, sur la production de pièces justificatives, au remboursement des frais de transport des pièces à conviction et de tous autres débours reconnus indispensables.

Art. 21.— Les magistrats commettants peuvent, sur l'avis conforme du président du tribunal supérieur d'appel, président de la chambre d'accusation, et du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, autoriser les experts, au cours de la procédure, à toucher des acomptes provisionnels sur leurs débours, soit lorsqu'ils ont fait des travaux d'une importance exceptionnelle, soit lorsqu'ils ont été dans la nécessité de faire des transports coûteux ou des avances personnelles.

B — Dispositions spéciales —

a) Expertise en matière de fraudes commerciales

Art. 22.— Il est alloué à chaque expert désigné conformément aux lois et règlements sur la répression des fraudes en matière commerciale le prix d'une visite judiciaire simple augmenté de la somme fixée par les tarifs en vigueur pour les cessions aux particuliers par les laboratoires de l'hôpital.

Toutefois, lorsque l'expertise est effectuée à l'hôpital par un pharmacien de l'administration, l'expert n'aura droit à titre personnel qu'au prix d'une visite judiciaire, le prix de la cession elle-même revenant à l'hôpital.

Lorsque la même affaire nécessitera l'examen de plusieurs échantillons les honoraires et prix de cession seront réduits de moitié à partir du 2^e échantillon.

b) Médecine légale.

Art. 23.— Chaque médecin régulièrement requis ou commis reçoit à titre d'honoraires :

1°) pour une visite judiciaire simple comportant un ou plusieurs examens et la rédaction d'un certificat médical de constatation = C 2

2°) pour une visite judiciaire comportant un ou plusieurs examens et le dépôt d'un rapport d'expertise médicale = C 4

3°) pour autopsie avant inhumation = C 4

4°) pour autopsie après exhumation ou autopsie de cadavre en état de décomposition avancée = C 6

5°) pour autopsie de cadavre de nouveau-né avant inhumation = C 2

6°) pour autopsie de cadavre de nouveau-né en état de décomposition avancée = C 3

7°) pour examen psychiatrique y compris l'examen médical général ou l'examen biologique = C 4

8°) pour toute opération électro-radiologique pratiquée par un radiologue privé dans un établissement privé la somme fixée par les tarifs en vigueur au moment de l'opération, pour les cessions aux particuliers par le service de radiologie de l'hôpital de Papeete, augmentée du prix d'une visite judiciaire simple.

9°) pour toute opération électro-radiologique pratiquée à l'hôpital par le radiologue du service de santé = C 2

Dans ce cas particulier l'administration de l'hôpital recevra le prix correspondant aux cessions aux particuliers par le service de radiologie de l'hôpital de Papeete.

c) Toxicologie

Art. 24.— Les recherches ou examens bactériologiques ou chimiques donnent droit d'une part, à la somme fixée par les tarifs en vigueur lors de l'expertise pour les cessions aux particuliers par les laboratoires de l'hôpital, et, d'autre part, au prix d'une visite judiciaire simple. Toutefois, lorsque l'expertise est effectuée à l'hôpital par un pharmacien de l'administration, l'expert n'aura droit à titre personnel qu'au prix d'une visite judiciaire simple, le prix de la cession elle-même revenant à l'hôpital. Au cas où les dosages de plusieurs éléments peuvent être groupés en une seule opération, celle-ci fait l'objet d'un seul émolument.

d) Expertise mécanique.

Art. 25.— Il est alloué à chaque expert pour chaque expertise mécanique complète portant sur un ou plusieurs véhicules automobiles, ordonnée par une juridiction du territoire à la suite d'un accident de la circulation, à l'exclusion des examens simples ne portant que sur des organes déterminés du véhicule, et à l'exclusion de toute indemnité autre que les indemnités de transport et de séjour, 3.000 francs.

Paragraphe 2.— Des interprètes-traducteurs.

Art. 26.— Les traductions par écrit sont payées 40 francs les cent mots français.

Lorsque les interprètes-traducteurs sont appelés devant le procureur de la République, les officiers de police judiciaire ou leurs auxiliaires, devant les juges d'instruction ou devant les juridictions répressives pour faire les traductions orales, il leur est alloué, s'ils ne sont pas fonctionnaires :

1°) Pour la première heure de présence, qui est toujours due en entier : 300 francs ;

2°) Par demi-heure supplémentaire, due en entier dès qu'elle est commencée : 150 francs.

Art. 27.— Les interprètes-traducteurs ont droit aux indemnités de voyage et de séjour prévues à l'article 17 et dans les conditions fixées par cet article.

Section III.— Des indemnités qui peuvent être accordées aux témoins et aux assesseurs près la cour criminelle.

Paragraphe 1er.— Des témoins.

A — Règles générales.

Art. 28.— Il peut être accordé aux témoins, s'ils le requièrent :

1°) une indemnité de comparution.

2°) des frais de voyage.

3°) une indemnité de séjour forcé.

Art. 29.— Les indemnités accordées aux témoins ne sont avancées par le Trésor que tant qu'ils ont été cités ou appelés, soit à la requête du ministère public, soit en vertu d'une ordonnance du président de la juridiction qui a procédé à leur audition.

Art. 30.— Les témoins cités ou appelés à la requête, soit des accusés, soit des parties civiles, reçoivent les indemnités ci-dessus mentionnées.

Elles leur sont payées par ceux qui les ont appelés en témoignage.

Art. 31.— Les témoins qui reçoivent un traitement quelconque à raison d'un service public, n'ont droit qu'au remboursement des frais de voyage et de séjour, s'il y a lieu.

Art. 32.— Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air, en activité de service, lorsqu'ils sont appelés en témoignage, n'ont droit à aucune taxe ni aucune indemnité payables sur les fonds de justice criminelle, correctionnelle et de police, pour frais de voyage et de séjour, à moins qu'ils ne soient cités au lieu de leur domicile, pendant qu'ils sont en congé ou en permission, et qu'à la date de leur comparution ce congé ou cette permission soit encore en cours.

Art. 33.— Les magistrats sont tenus d'énoncer, dans les mandats qu'ils délivrent au profit des témoins, que la taxe a été requise.

B — Indemnité de comparution.

Art. 34.— Les témoins âgés de 16 ans ou plus appelés à déposer soit à l'instruction soit devant les tribunaux statuant en matière criminelle, correctionnelle ou de police reçoivent sous la réserve indiquée à l'article 31 une indemnité de comparution qui est fixée ainsi qu'il suit :

A Papeete : 300 francs ;

Pour les autres localités : 200 francs.

Art. 35.— Lorsque les enfants de moins de seize ans appelés en témoignage dans les conditions prévues à l'article précédent, sont accompagnés par une personne sous l'autorité de laquelle ils se trouvent ou, par son délégué, cette personne a droit à l'indemnité prévue à l'article précédent.

Art. 36.— Lorsqu'il est constaté qu'un témoin, en raison de ses infirmités a dû être accompagné par un tiers, celui-ci a droit à l'indemnité prévue aux articles 34 et 35 ci-dessus.

Art. 37.— Tout témoin a droit à l'indemnité prévue aux articles 34, 35 et 36 alors même qu'il lui est alloué une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

C — Frais de voyage et de séjour forcé.

Art. 38.— Lorsque les témoins se déplacent à plus de 4 kms de leur résidence, s'il ne leur a pas été délivré de réquisition de passage par l'administration, il leur est alloué une indemnité de voyage qui est déterminée ainsi qu'il suit :

1°) Si le voyage est effectué par mer ou pouvait l'être, il leur sera remboursé le prix du billet de passage, aller-retour, en 3e classe, sur le vu du duplicata du billet.

2°) Si le voyage est effectué par terre, il leur est alloué une indemnité de 10 francs par chaque kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour.

Le voyage effectué par air ne sera remboursé que s'il a été accompli avec l'accord préalable du procureur de la République près le tribunal de la résidence du témoin.

Art. 39.— Les témoins retenus en dehors de leur résidence par l'accomplissement de leurs obligations ont droit, pour chaque journée de séjour, à une indemnité de 600 francs.

Cette indemnité leur est également accordée, s'ils sont retenus en dehors de leur résidence soit en raison de la durée du déplacement, soit pour un cas de force majeure. Dans ce cas les témoins sont tenus de faire constater par l'autorité judiciaire ou administrative du lieu où ils sont retenus, la cause ou la durée de leur séjour forcé.

Art. 40.— Lorsque l'indemnité est allouée en raison d'un séjour survenant dans le cours du voyage de retour, il est délivré, sur le vu du certificat prescrit par l'article 39, une taxe supplémentaire par l'autorité de laquelle émane la première taxe.

Art. 41.— Les indemnités de voyage et de séjour prévues aux articles 38 et suivants sont accordées également aux personnes qui accompagnent des mineurs de 16 ans ou des témoins malades ou infirmes dans les conditions prévues aux articles 35 et 36.

Paragraphe II.— Des assesseurs près la cour criminelle.

Art. 42.— Il est accordé aux assesseurs près la cour criminelle, s'ils le requièrent, et quand il y a lieu :

- 1°) une indemnité de session.
- 2°) des frais de voyage.
- 3°) une indemnité de séjour.

Art. 43.— L'indemnité de session est accordée aux assesseurs quel que soit le lieu de leur résidence, et s'ils ne sont pas fonctionnaires.

Elle est fixée, pour chaque jour d'audience, à 600 francs.

Art. 44.— S'ils sont domiciliés à plus de 4 kms du lieu où se tient l'audience, et si le voyage a lieu par voie de terre, il leur est alloué une indemnité de 10 francs par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour.

Si le voyage a été effectué par mer ou par air, il leur est remboursé le prix d'un voyage en première classe sur le vu du duplicata du billet de passage, à moins qu'ils n'aient voyagé sur réquisition délivrée par l'administration.

Les assesseurs fonctionnaires ont droit aux indemnités de déplacement et de séjour correspondant à leurs grades ou emplois.

Art. 45.— Lorsque le siège de la cour criminelle est à une distance de plus de 4 kms de la résidence des assesseurs et que ceux-ci sont retenus hors de leur résidence normale pendant la durée du procès, ils ont droit s'ils ne sont pas fonctionnaires à une indemnité de séjour de 600 francs par jour.

Art. 46.— Les assesseurs non fonctionnaires retenus en dehors de leur résidence, soit en raison de la durée du déplacement, soit par un cas de force majeure dûment constaté, ont droit, pour chaque journée de séjour, à une indemnité de 600 francs par jour.

Art. 47.— Le président de la cour criminelle délivre jour par jour aux assesseurs qui ont fait la demande les taxes correspondant aux indemnités journalières auxquelles ils ont droit.

Lorsqu'un assesseur se trouve hors d'état de subvenir aux frais de son déplacement, il lui est délivré, s'il le requiert, un acompte sur ce qui lui revient pour son indemnité. Cette avance ne doit pas excéder le montant des frais de voyage à l'aller.

Section IV.— Des frais de garde des scellés et de mise en fourrière

Art. 48.— Il n'est accordé de taxe pour la garde des scellés apposés en vertu des dispositions en vigueur en matière criminelle que lorsqu'il n'a pas été jugé à propos de confier cette garde à des habitants de l'immeuble où les scellés ont été apposés.

Dans ce cas il est alloué pour chaque jour, pendant le premier mois, au gardien nommé d'office : 50 francs.

Le premier mois écoulé, ces indemnités sont réduites de moitié.

Art. 49.— Les animaux et tous les objets périssables, pour quelque cause qu'ils soient saisis, ne peuvent rester en fourrière ou sous le séquestre plus de huit jours.

Après ce délai, la mainlevée provisoire doit, en principe, être accordée.

S'ils ne doivent ou ne peuvent être restitués, ils sont mis en vente, et les frais de fourrière sont prélevés sur le produit de la vente par privilège et de préférence à tous autres.

Art. 50.— La mainlevée provisoire de la mise sous séquestre des animaux et des objets périssables est ordonnée par le président de la juridiction de première instance ou par le juge d'instruction, moyennant caution et paiement des frais de fourrière et de séquestre.

Si lesdits animaux ou objets doivent être vendus, la vente est ordonnée par les mêmes magistrats.

Cette vente est faite à l'enchère au marché le plus voisin à la diligence du service de l'enregistrement.

Le jour de la vente est indiqué par affiche, vingt-quatre heures à l'avance, à moins que la modicité de l'objet ne détermine le magistrat à en ordonner la vente sans formalité, et qu'il exprime dans son ordonnance.

Le produit de la vente est versé dans la caisse du service de l'enregistrement, pour en être disposé, ainsi qu'il est ordonné par le jugement définitif.

Section V.— Des droits d'expédition et autres alloués aux greffiers.

A — Dispositions générales.

Art. 51.— Indépendamment du traitement fixe qui leur est accordé par les lois et règlements, il est alloué aux greffiers suivant les cas :

- 1°) Des droits d'expédition et de copie ;
- 2°) Des droits forfaitaires destinés à les rétribuer pour les divers actes et formalités de leur ministère qui ne sont pas spécialement rémunérés ;
- 3°) Des droits fixes pour la délivrance d'extraits ;
- 4°) Des indemnités.

Art. 52.— Il n'est rien alloué aux greffiers pour les écritures qu'ils sont tenus de faire sous la dictée ou l'inspection des magistrats, ni pour la minute d'aucun acte quelconque, non plus aussi que pour les simples renseignements qui leur seront demandés par le ministère public.

Art. 53.— Les greffiers et leurs commis ne peuvent pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, exiger d'autres ou de plus forts droits que ceux qui sont alloués par le présent titre.

Par dérogation à la règle établie à l'alinéa précédent, sont fixés conformément aux tarifs en matière civile, sauf pour les parties civiles visées à l'article 108 les frais des actes

suivants : expéditions des décisions statuant sur les intérêts civils délivrés à la requête des particuliers et transcription des décisions statuant uniquement sur les intérêts civils.

Ces frais sont à la charge des intéressés et ne sont point imputables sur les crédits de la justice criminelle.

Art. 54.— Avant d'être délivrées, les expéditions ou copies susceptibles d'être taxées par page, et les extraits doivent être soumis à l'examen du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel ou du procureur de la République, suivant le cas. Ce magistrat en fait prendre note sur un registre tenu au parquet et visé en outre les expéditions et les copies.

Le greffier peut délivrer, à titre de simple renseignement et sans qu'elles puissent tenir lieu d'expédition en forme, des copies qui ne sont ni signées ni certifiées conformes, des décisions de justice et documents de toute nature déposés au greffe dont il peut être légalement donné communication à celui qui en requiert la copie.

Aucune expédition ou copie requise par les parties ou par un tiers ne peut être délivrée sans avoir été, au préalable, inscrite sur le registre des déboursés et émoluments tenu au greffe.

Les expéditions et copies doivent, en outre, porter d'une façon apparente le numéro d'ordre sous lequel elles figurent audit registre ainsi que la somme due.

B — Expéditions.

Art. 55.— Les droits d'expéditions ou de copies sont dus en principe pour tous les jugements et arrêts et, en outre, pour tous les actes et pièces dont il est fait mention notamment dans les articles 31, 65, 80, 81, 86, 128, 129, 130, 203, 248, 305, 358, 415, 417, 452, 454, 455, 456, 465, 481 et 601 du code d'instruction criminelle.

Art. 56.— Les droits d'expéditions ou de copies sont fixés ainsi qu'il suit :

1°) en matière criminelle et correctionnelle 10 francs la page dactylographiée et 8 francs la page manuscrite.

2°) en matière de simple police : 8 francs la page dactylographiée et 6 francs la page manuscrite.

3°) pour les déclarations reçues au greffe, quel que soit le nombre de rôles : 8 francs la page dactylographiée et 6 francs la page manuscrite.

Les expéditions et copies comportent au minimum, lorsqu'elles sont dactylographiées, 43 lignes de 10,5 cms de longueur à la première page et 48 lignes de 15 cms de longueur aux pages suivantes ; lorsqu'elles sont établies à la main, 32 lignes de 10,5 cms de longueur à la première page et 37 lignes de 15 cms de longueur aux pages suivantes.

Toute page commencée est due en entier.

Art. 57.— Il n'est alloué que deux rôles au maximum pour les jugements correctionnels rendus en matière de chasse, de pêche, de vagabondage et de mendicité et pour les jugements rendus en matière de police. Toutefois le procureur de la République où le président du tribunal de police, suivant le cas, peut faire connaître par un avis motivé, qu'il y a eu nécessité de dépasser cette limite.

Art. 58.— Les droits d'expédition ne sont dus que lorsque les expéditions sont demandées, soit par les parties qui en requièrent la délivrance à leurs frais, soit par le ministère public. Dans ce dernier cas, le service de l'enregistrement en fait l'avance s'il n'y a pas de partie civile ou si la partie civile a obtenu l'assistance judiciaire.

Le ministère public ne doit requérir des expéditions que dans les cas indispensables.

Il n'est rien dû au greffier lorsque la notification, signification ou communication est faite sur la minute.

C.— Droits fixes.

Art. 59.— Dans tous les cas où les lois et règlements n'exigent pas la production d'une expédition, le ministère public ne doit faire délivrer que des extraits d'arrêts, de jugements ou d'ordonnances.

Art. 60.— Les droits fixes sont fixés ainsi qu'il suit :

a) Etats et relevés.

1°) pour l'établissement du registre tenu en exécution de l'article 600 du code d'instruction criminelle, par article du registre : 2 francs ;

2°) pour l'établissement de l'état annuel des récidives, par nom porté sur cet état : 2 francs ;

3°) pour l'établissement du bordereau d'envoi des titres de perception, par article : 0,40 franc.

b) Extraits.

1°) Pour chaque extrait d'arrêt, jugement ou ordonnance en matière criminelle, ou correctionnelle, quel que soit le nombre de rôles de chaque extrait : 10 francs ;

2°) en matière de simple police : 5 francs.

c) Bulletins du casier judiciaire.

1°) Bulletins n° 1 destinés à être classés dans les casiers judiciaires et au casier spécial d'ivresse : 10 francs ;

2°) Duplicata de ces bulletins : 10 francs ;

3°) Bulletins n° 2 : 2 francs ;

4°) Pour chaque nom en regard duquel a été portée la mention néant sur les états dressés pour l'exercice des droits politiques ou ceux dressés par les autorités militaires ou maritimes : 0,60 franc ;

5°) Bulletins n° 3 délivrés à tous requérants :

Droit de recherche 5 francs

Droit de rédaction 5 francs

Droit d'inscription au répertoire 5 francs

Total 15 francs

d) Mentions.

1°) Droit d'inscription au répertoire des actes en matière criminelle ou correctionnelle et de simple police : 2 francs.

e) Indemnités.

Au cas d'exécution d'un arrêt portant condamnation à mort, pour tout droit d'assistance, transcription du procès-verbal au bas de l'arrêt et déclaration à l'officier de l'état-civil : 100 francs.

Section VI.— Des émoluments et indemnités alloués aux huissiers.

Art. 61.— Les émoluments et indemnités alloués aux huissiers en matière criminelle, correctionnelle et de simple police sont fixés par la délibération n° 68-39 du 4 avril 1968.

Section VII.— Des émoluments et indemnités alloués aux agents de la force publique.

Art. 62.— Des primes sont allouées aux agents de la force publique dans les conditions fixées aux articles 64 et 65 lorsqu'il y a eu exécution forcée et que l'arrestation a nécessité des recherches spéciales dûment constatées.

Il n'y a pas lieu de distinguer, au point de vue du droit à l'allocation, suivant que l'agent qui a opéré l'arrestation

était porteur du mandat ou de l'extrait de jugement ou d'arrêt ou avait été simplement avisé de l'existence de cette pièce par une circulaire ou par une insertion à un bulletin de police.

La gratification la plus élevée est seule accordée si le prévenu accusé ou condamné était sous le coup de plusieurs mandats, ordonnances de prise de corps, arrêts ou jugements de condamnations.

Art. 63.— Il est alloué aux agents de la force publique, pour l'exécution des mandats d'amener ou des mesures de contrainte exercées contre les témoins défaillants, une prime de 150 francs.

Art. 64.— Il leur est alloué pour capture ou saisie de la personne, en exécution :

1°) d'un jugement de simple police ou d'un jugement ou arrêt correctionnel prononçant une peine d'emprisonnement n'excédant pas dix jours : 150 francs.

2°) d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement ou arrêt en matière correctionnelle emportant peine d'emprisonnement de plus de dix jours : 150 francs.

3°) d'une ordonnance de prise de corps ou d'un arrêt portant la peine de la réclusion : 200 francs.

4°) d'un arrêt de condamnation aux travaux forcés ou à une peine plus forte : 300 francs.

Section VIII.— Indemnités de transport et de séjours accordées aux magistrats et aux greffiers.

Art. 65.— Les seuls frais de voyage et de séjour alloués aux magistrats et aux greffiers sur les fonds de justice criminelle et de police sont ceux nécessités :

1°) Pour les transports effectués en matière criminelle, correctionnelle et de police, dans les cas prévus par le code d'instruction criminelle, notamment aux articles 32, 33, 36, 44, 49, 83, 87, 88, 90, 228, 377, 479, 480, ou par des lois spéciales ;

2°) Pour les transports des chefs de juridictions à l'effet de s'assurer du bon fonctionnement de leur juridiction et de ses sections ;

3°) Pour les transports des magistrats appelés à faire partie de la cour criminelle ;

4°) Pour les transports des magistrats ou officiers de police appelés à occuper le siège du ministère public auprès de la cour criminelle, d'un tribunal correctionnel ou de police ;

5°) Pour les transports des magistrats, notamment le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, le président du tribunal supérieur d'appel, le procureur de la République, le juge d'instruction à l'effet de se rendre dans un établissement pénitentiaire ;

6°) Pour le transport du magistrat chargé de procéder à la vérification des registres de l'état-civil, ou de contrôler des officiers ministériels ;

7°) Pour le transport des magistrats pour visiter les hôpitaux psychiatriques, les léproseries, les centres d'éducation ou de liberté surveillée ;

8°) Pour les transports des magistrats pour interroger un individu dont l'interdiction est poursuivie d'office et qui ne peut se présenter devant la chambre du conseil du tribunal ;

9°) Pour les transports des magistrats et greffiers en audience foraine.

Art. 66.— Les indemnités sont dues soit que le transport ait été effectué spontanément ou par délégation ou en exécution d'une commission rogatoire, soit qu'il s'agisse d'une in-

formation régulière ou d'une enquête officieuse ordonnée par l'autorité supérieure compétente.

Art. 67.— Les magistrats et greffiers ont droit aux indemnités de voyage et de séjour prévues par les textes généraux concernant le personnel en service outre-mer.

Art. 68.— Les magistrats qui dans la même journée se transportent à l'occasion d'affaires distinctes, dans les communes ou districts situés dans des directions différentes, peuvent calculer leurs indemnités de voyage et de séjour d'après le total des distances parcourues.

Si le transport affecte plusieurs communes ou districts situés dans la même direction, le mémoire de frais doit être évalué d'après la distance de la résidence des magistrats à la commune ou au district le plus éloigné.

Section IX.— Du port des lettres et des paquets.

Art. 69.— Les droits relatifs à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique sont perçus pour chaque affaire criminelle, correctionnelle ou de police dans les conditions fixées et d'après le tarif établi par la réglementation spéciale.

Art. 70.— Lorsqu'une correspondance doit être préalablement affranchie, le prix de cet affranchissement est avancé par le greffier.

Pour obtenir le remboursement de cette avance, il comprend le montant dans un de ses mémoires de frais de justice criminelle, correctionnelle et de police en visant l'article de la loi ou du règlement en exécution duquel l'envoi des lettres ou paquets a été fait.

Section X.— Des frais d'impression.

Art. 71.— Les seules impressions qui doivent être payées à titre de frais de justice sont :

1°) Celle des jugements et arrêts dont l'affichage ou l'insertion ont été ordonnés par la cour ou le tribunal ;

2°) Celle des signalements individuels de personnes arrêtées dans les cas exceptionnels où l'envoi de ces signalements aurait été reconnu indispensable ;

3°) Celle de l'arrêt ou du jugement de révision d'où résulte l'innocence d'un condamné et dont l'affichage est prescrit par les dispositions en vigueur en matière criminelle.

Art. 72.— Les placards destinés à être affichés sont transmis aux maires et chefs de poste ou de district qui les font apposer dans les lieux accoutumés.

Art. 73.— Pour obtenir le paiement de leur mémoire, les imprimeurs joignent à chaque article de celui-ci un exemplaire de l'objet imprimé comme pièce justificative.

CHAPITRE III.— Des dépenses assimilées à celles de l'instruction des procès criminels.

Section I.— Règles générales.

Art. 74.— Dans les procédures assimilées, au point de vue des dépenses, aux procès criminels, correctionnels et de police, les frais sont avancés par le service de l'enregistrement, conformément aux dispositions du présent titre, mais ils sont taxés et liquidés d'après le tarif et suivant les règles de chaque juridiction compétente.

Les règles de déchéance et le mode de paiement sont ceux établis par le présent titre.

Art. 75.— Par dérogation à la règle établie à l'article précédent, sont payés conformément au tarif fixé par le présent titre, les frais des poursuites exercées devant le tribunal civil ou devant le tribunal supérieur d'appel :

1°) pour contravention aux lois sur la tenue des registres de l'état-civil, dans les cas prévus aux articles 50 et 53 du code civil, et sur la célébration des mariages, dans le cas prévu à l'article 192 du code civil ;

2°) pour infractions disciplinaires commises par des officiers publics ou ministériels.

Section II.— Règles spéciales.

Paragraphe 1er.— Poursuites d'office en matière civile.

Art. 76.— Lorsque le ministère public agit d'office les actes auxquels la procédure donne lieu sont enregistrés en débet.

Paragraphe 2.— Procédure d'office aux fins d'interdiction et actes d'office en matière de tutelle.

Art. 77.— Si l'interdit ou le mineur est solvable, les frais sont à sa charge et le recouvrement en est poursuivi avec privilège et préférence.

Si l'interdit ou le mineur paraît avoir des ressources insuffisantes, le ministère public doit faire constater cette insuffisance par le bureau d'assistance judiciaire et les frais sont en totalité ou en partie avancés et recouverts comme en matière d'assistance judiciaire.

Paragraphe 3.— Inscriptions hypothécaires requises par le ministère public.

Art. 78.— Les frais des inscriptions hypothécaires prises d'office par le ministère public sont avancés par le service de l'enregistrement, sauf recouvrement ultérieur contre les intéressés.

Paragraphe 4.— Recouvrement des amendes.

Art. 79.— Les frais de recouvrement des amendes prononcées dans les cas prévus par le code d'instruction criminelle et par le code pénal sont taxés conformément aux tarifs en matière civile.

Ces frais ne sont point imputés sur les fonds généraux des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police ; l'avance et la régularisation en sont effectuées par les soins du service de l'enregistrement et du service des finances.

Paragraphe 5.— Transfert des registres et archives.

Art. 80.— Lorsqu'il y a lieu de déplacer des registres, minutes et autres papiers d'un greffe ou des archives d'un tribunal, il est dressé sans frais par le greffier, et, à son défaut, par le président du tribunal, suivant le cas, un bref état des registres et papiers à transporter.

Si les archives déplacées sont celles d'un parquet, l'inventaire est dressé, suivant le cas, par le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel ou le procureur de la République.

CHAPITRE IV.— Du paiement et du recouvrement des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.

Section I.— Du mode de paiement

Paragraphe 1er.— Délivrance de l'exécutoire.

Art. 81.— Les frais de justice criminelle, correctionnelle et de police sont payés sur les états ou mémoires des parties prenantes.

Art. 82.— Les états et mémoires sont dressés de telle manière que les taxes et exécutoires puissent être apposés.

Art. 83.— Tout état ou mémoire fait au nom de deux ou plusieurs parties prenantes doit être signé par chacune d'elles ;

le paiement ne peut être fait que sur leur acquit individuel ou sur celui de la personne qu'elles ont autorisé, spécialement et par écrit, à toucher le montant de l'état ou mémoire. Cette autorisation est mise au bas de l'état et ne donne lieu à la perception d'aucun droit.

Art. 84.— Les parties prenantes dressent leurs mémoires de frais de justice en triple exemplaire ; un exemplaire demeure au dossier de la procédure, le second est destiné à tenir lieu de titre de paiement payable au service de l'enregistrement, le troisième est destiné au service des finances.

Par exception à ces dispositions les greffiers dressent un seul exemplaire et présente au service de l'enregistrement un mémoire récapitulatif.

Art. 85.— La partie prenante dépose ou adresse au magistrat du ministère public près la juridiction compétente les exemplaires de son mémoire.

Après avoir vérifié ce mémoire, article par article, ce magistrat l'adresse au procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel qui fait procéder à une nouvelle vérification, et, s'il est régulier, le revêt de son visa.

Art. 86.— Aucun état ou mémoire ne peut être payé s'il n'a été préalablement visé par le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel.

Art. 87.— Les formalités de la taxe et de l'exécutoire sont remplies sans frais par les présidents et les juges d'instruction, chacun en ce qui le concerne.

Les présidents et les juges d'instruction ne peuvent refuser de taxer et de rendre exécutoires, s'il y a lieu, des états ou mémoires de frais de justice criminelle, correctionnelle et de police par la seule raison que des frais n'auraient pas été faits par leur ordre direct, pourvu toutefois qu'ils aient été faits en vertu des ordres d'une autorité compétente.

Art. 88.— Les mémoires sont taxés article par article ; la taxe de chaque article rappelle la disposition législative ou réglementaire sur laquelle elle est fondée.

Chaque expédition du mémoire est revêtue de la taxe du juge.

Art. 89.— Le magistrat taxateur délivre ensuite son exécutoire à la suite de l'état ou du mémoire.

Cet exécutoire est toujours décerné sur le réquisitoire écrit et signé de l'officier du ministère public.

Art. 90.— Les mémoires qui n'ont pas été présentés à la taxe du juge dans le délai d'une année à partir de l'époque à laquelle les frais ont été faits, ou dont le paiement n'a pas été réclamé dans les six mois de la date de l'ordonnancement ne pourront être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les retards ne sont point imputables à la partie dénommée dans l'exécutoire.

Cette justification ne pourra être admise que par le gouverneur, chef du territoire, après avis du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel et sous réserve des dispositions relatives à la déchéance quadriennale des créances sur l'Etat.

Art. 91.— La taxe et l'exécutoire, ainsi que la disposition du jugement relative à la liquidation des dépens sont susceptibles de recours de la part du procureur de la République, de la partie prenante et de la partie condamnée.

Le recours du procureur de la République est formé dans le délai de deux mois à compter du jour du prononcé de l'ordonnance de taxe. Le recours de la partie prenante est formé dans le délai de dix jours à compter de celui où l'ordonnance de taxe a été notifiée administrativement et sans frais. Ces recours, en matière pénale, sont portés devant le tribunal supérieur d'appel statuant comme chambre d'accusation.

Si le recours est exercé par la partie condamnée, il est porté devant la juridiction d'appel au cas où la décision qui contient la liquidation peut être entreprise par cette voie, et dans le cas contraire à la chambre d'accusation comme il est dit ci-dessus. Cet appel, lorsqu'il est ouvert à la partie condamnée est formé dans les délais ordinaires. Il est recevable même lorsqu'il n'a été appelé d'aucune disposition sur le fond.

Le pourvoi en cassation est ouvert dans tous les cas.

Paragraphe 2.— Paiement.

Art. 92.— Les mandats et exécutoires délivrés pour les causes et dans les formes déterminées dans le présent titre sont payables au service de l'enregistrement, ou par des agents spéciaux sauf dans le cas prévu à l'article 94.

Art. 93.— Ces exécutoires ne peuvent être acquittés qu'après avoir été revêtus d'un certificat de non-opposition par le chef du service de l'enregistrement.

Toutefois, ce certificat n'est pas exigé quand il s'agit des mémoires de la gendarmerie.

Art. 94.— Toutes les fois qu'il y a partie civile en cause et que celle-ci n'a pas obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire, les exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et signification des jugements sont décernés contre la partie civile s'il y a consignation.

Dans tous les cas où la consignation n'a pas été faite, ou si elle est insuffisante, les frais sont avancés par le service de l'enregistrement.

Art. 95.— Dans les exécutoires décernés sur la caisse du service de l'enregistrement pour des frais qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat, il doit être mentionné qu'il n'y a pas de partie civile en cause ou que la partie civile a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire ou qu'il n'y a pas eu de consignation suffisante.

Paragraphe 3.— Contrôle

Art. 96.— Dans la première quinzaine de chaque mois le chef du service de l'enregistrement dresse en double expédition un état récapitulatif de tous les frais de justice criminelle acquittés pendant le mois précédent ; il adresse l'une de ces expéditions avec son bordereau mensuel de comptabilité et les taxes à l'appui, au secrétariat général ; il transmet l'autre expédition au procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel.

Section II.— De la consignation de la partie civile pour frais de procédure.

Art. 97.— En matière criminelle, correctionnelle ou de police, la partie qui n'a pas obtenu l'assistance judiciaire est tenue, sous peine de non-recevabilité, de déposer au greffe, la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure toutes les fois que, devant une juridiction d'instruction ou de jugement, son action n'est pas jointe à l'action préalable du ministère public.

En cas de citation directe devant le tribunal ou en cas d'appel, la juridiction saisie fixe le montant de la consignation à la première audience ou l'affaire est portée.

Un supplément de consignation peut être exigé au cours des poursuites, soit pendant l'instruction, soit devant la juridiction de jugement, dès que le reliquat paraît insuffisant pour assurer le paiement de tous les frais, y compris l'enregistrement du jugement.

Il ne peut être exigé aucune rétribution pour la garde de ce dépôt, à peine de concussion.

Art. 98.— Il est tenu par le greffier, sous la surveillance du procureur de la République, un registre dans lequel est ouvert, pour chaque affaire, un compte particulier aux parties civiles qui ont consigné le montant présumé des frais de la procédure.

Art. 99.— Sur ce registre, qui est coté et paraphé par le procureur de la République, le greffier porte exactement les sommes reçues et payées.

Art. 100.— Les sommes non employées et qui sont restées entre les mains du greffier sont remises par lui, sur simple récépissé, à la partie civile, lorsque l'affaire est terminée par une décision qui, à l'égard de cette partie civile, a force de chose jugée.

Toutefois, lorsque la partie civile a succombé, elle ne peut obtenir le remboursement des sommes non employées qu'après avoir justifié du payement des frais mis à sa charge ou après avoir autorisé le greffier à prélever sur la consignation et à transférer au percepteur la somme nécessaire au règlement desdits frais.

Art. 101.— Pour obtenir remboursement des sommes qui ont servi à solder les frais de la procédure, la partie civile qui n'a pas succombé doit établir un mémoire en triple exemplaire qui est rendu exécutoire par le président de la cour criminelle, par le président du tribunal supérieur d'appel ou du tribunal, selon le cas, dans les conditions prévues aux articles 92 et suivants.

Ce mémoire est payé comme les autres frais de justice criminelle, correctionnelle et de police par le chef du service de l'enregistrement.

Il doit être présenté dans les trois mois à partir du jour où la décision qui termine l'affaire à l'égard de la partie civile a acquis force de chose jugée. A l'expiration de ce délai, la partie civile ne peut plus réclamer le remboursement qu'à la partie condamnée.

Section III.— De la liquidation et du recouvrement des frais.

Paragraphe 1er.— Liquidation des frais

Art. 102.— Sont déclarés dans tous les cas à la charge du Trésor et sans recours contre les condamnés :

- 1°) les indemnités de voyage et de séjour des magistrats ;
- 2°) toutes les indemnités payées aux assesseurs près la cour criminelle ;
- 3°) les droits dus au greffier pour la copie gratuite de la procédure qui doit être délivrée aux accusés ;
- 4°) toutes les dépenses pour l'exécution des arrêts criminels.

Art. 103.— Il est dressé pour chaque affaire criminelle, correctionnelle ou de police, un état de liquidation des frais autres que ceux qui sont à la charge du Trésor, sans recours envers les condamnés.

Au cours de l'instruction, cet état est dressé par le greffier d'instruction au fur et à mesure des frais.

Cette liquidation doit être insérée, soit dans l'ordonnance, soit dans l'arrêt ou le jugement qui prononce la condamnation aux frais.

Lorsque cette insertion ne peut être faite, le juge décerne exécutoire contre qui de droit, au bas de l'état même de liquidation.

Art. 104.— Pour faciliter la liquidation, les officiers de police judiciaire et les juges d'instruction, aussitôt qu'ils ont

terminé leurs fonctions relativement à chaque affaire, doivent joindre aux pièces un relevé des frais auxquels ont donné lieu les actes dont ils ont été chargés.

Art. 105.— Le greffier doit remettre au chef du service de l'enregistrement, dès que la condamnation est devenue définitive, un extrait de l'ordonnance, jugement ou arrêt, pour ce qui concerne la liquidation et la condamnation au remboursement des frais, ou une copie de l'état de liquidation rendu exécutoire.

Paragraphe 2.— Personnes contre lesquelles le recouvrement des frais peut être poursuivi.

Art. 106.— Conformément aux dispositions en vigueur en matière criminelle et à l'article 55 du code pénal, tout arrêt ou jugement de condamnation doit assujettir au remboursement des frais les condamnés et les personnes civilement responsables.

La condamnation aux dépens n'est prononcée solidairement que contre les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit.

Au cas où l'annulation d'une procédure est fondée sur une nullité qui n'est le fait du condamné ou des personnes civilement responsables, ceux-ci ne peuvent être tenus des frais nécessités par cette procédure.

Le juge peut ne pas mettre à la charge de la partie qui succombe, quelle qu'elle soit, les frais qu'il déclare frustratoires.

Art. 107.— En matière criminelle, correctionnelle et de police, la partie civile qui n'a pas succombé n'est jamais tenue des frais, sauf de ceux occasionnés par elle et qui ont été déclarés frustratoires.

Le montant de la consignation par elle effectuée lui est restitué dans les conditions prévues aux articles 101 et 102.

Art. 108.— Sont assimilés aux parties civiles, sauf en ce qui concerne la consignation préalable :

1°) Toute administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit d'office et dans son intérêt ;

2°) Le territoire et les établissements publics dans les procès instruits à leur requête ou d'office pour les délits commis contre leurs domaines publics ou privés.

Paragraphe 3.— Régularisation des dépenses
Recouvrement.

Art. 109.— Le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Papeete, chef du service judiciaire, fait procéder à la vérification de l'état mensuel visé à l'article 96 ; il l'arrête à la somme totale des paiements qui lui paraissent avoir été régulièrement faits et le transmet au gouverneur dans un délai de quinzaine.

Art. 110.— Le recouvrement des frais de justice avancés par le service de l'enregistrement qui ne restent pas définitivement à la charge de l'Etat, ainsi que les restitutions ordonnées par le gouverneur, sont poursuivis par toutes voies de droit et par celle de la contrainte par corps dans les cas où la loi permet de l'exercer, à la diligence des percepteurs des contributions directes, en vertu des exécutoires mentionnés aux articles ci-dessus.

L'arrêté ordonnant le reversement ne peut être attaqué que par la voie d'un recours devant le conseil d'Etat.

Dispositions générales

Art. 111.— Sont abrogées les dispositions antérieures contraires à la présente délibération et notamment :

1°) le décret du 10 juillet 1922 fixant en Polynésie française le mode de paiement et de recouvrement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police ;

2°) l'arrêté local du 10 avril 1922 réglant le mode de paiement et de recouvrement des frais de justice criminelle ;

3°) le titre II de la délibération de l'assemblée représentative des 2 et 5 mai 1950 relatif au tarif des greffiers et des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, modifié par la délibération n° 59-59 du 9 octobre 1959 de l'assemblée territoriale.

Art. 112.— Le présent tarif entre en vigueur à partir du 1er jour du 1er mois suivant la publication de la présente délibération au *Journal officiel* local.

Les procédures ayant fait l'objet d'un jugement prononcé ledit jour et postérieurement seront entièrement soumises au présent tarif.

Art. 113.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,

Henri BOUVIER.

Le président,

Jean MILLAUD.

ARRETE n° 2860 AA du 19 novembre 1969 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'aéro-club de Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Lasserre, président de l'aéro-club de Tahiti ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 novembre 1969,

Arrête :

Article 1er.— M. Lasserre, président de l'aéro-club de Tahiti est autorisé à organiser une loterie au capital de 3.000.000 francs composé de 15.000 billets à 200 francs l'un dont le produit sera destiné exclusivement à l'achat d'un avion.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1er lot : 2 voyages avion Papeete — Santiago — Lima — Lima — New York — Papeete, lors du vol inaugural de la ligne Papeete — Santiago

2e lot : 1 voiture citroen « Mehari »

3e lot : 1 bateau

4e lot : 1 voyage avion Papeete — Santiago — Papeete, lors du vol inaugural de la ligne Papeete — Santiago

5e lot : 1 voyage avion Papeete — Santiago — Papeete, lors du vol inaugural de la ligne Papeete — Santiago

6e et 7e lot : 1 voyage avion Papeete — Rangiroa

8e lot : 2 voyages avion Papeete — Bora-Bora

9e au 12e lot : 1 voyage Papeete — Bora-Bora

13e au 24e lot : 1 tour de l'île aérien

25e au 30e lot : 2 aller et retour Moorea.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives Président

M. le président John Teariki, représentant de l'assemblée territoriale

Membre

M. le trésorier-payeur

»

M. Lasserre, président

»

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

— la date du présent arrêté ;

— la date et le lieu du tirage ;

— le siège de l'œuvre bénéficiaire ;

— le montant du capital d'émission autorisé ;

— le prix du billet ;

— le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le mardi 10 mars 1970 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. aux frais de l'aéro-club.

Art. 9.— Préablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor avant le tirage des lots ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage

et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéficiaires ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 novembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRETE n° 2882 AA du 20 novembre 1969 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la F.O.J.E.P.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Napoléon Spitz, président de la F.O.J.E.P. ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 novembre 1969,

Arrête :

Article 1er.— M. Napoléon Spitz, président de la F.O.J.E.P. est autorisé à organiser une loterie au capital de 5.000.000 francs composé de 50.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera destiné exclusivement aux œuvres de la F.O.J.E.P.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1er lot : 1.000.000 frs

2e lot : 300.000 frs

3e lot : 200.000 frs

4e lot : 100.000 frs

5e lot : 50.000 frs

6e et 7e lot : 30.000 frs chacun

8e et 9e lot : 20.000 frs chacun

10e lot : 5.000 frs

Carnet du billet gagnant le 1er lot : 10.000 frs par billet.

Carnet du billet gagnant le 2e lot : 5.000 frs par billet.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives Président

M. le président John Teariki, représentant de l'assemblée territoriale

Membre

M. le trésorier-payeur

»

M. Napoléon Spitz, président de la F.O.J.E.P.

»

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 30 mai 1970 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. aux frais de la F.O.J.E.P.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor avant le tirage des lots ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 novembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRETE n° 2883 AA du 20 novembre 1969 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la fédération des œuvres laïques de Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-

ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Ellacott Alban, président de la F.O.L. ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 novembre 1969,

Arrête :

Article 1er.— M. Alban Ellacott, président de la F.O.L. est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.000.000 francs composé de 20.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera destiné exclusivement aux œuvres de la F.O.L.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1er tirage

- 1 lot de 500.000 frs
- 4 lots de 10.000 frs chacun
- 4 lots de 5.000 frs chacun.

2e tirage

- 1 lot de 100.000 frs
- 3 lots de 10.000 frs chacun
- 20 lots de 1.000 frs chacun.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives	Président
M. le président John Teariki, représentant de l'assemblée territoriale	Membre
M. le trésorier-payeur	»
M. Alban Ellacott, président de la F.O.L.	»

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 21 mars 1970 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. aux frais de la F.O.L.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor avant le tirage des lots ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 novembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRETE n° 3004 AA du 3 décembre 1969 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Aorai.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'Assemblée territoriale portant réglementation des loteries rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Blanchard Francis, président de l'association ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 3 décembre 1969,

Arrête :

Article 1er.— M. Francis Blanchard, président de l'association sportive Aorai est autorisé à organiser une loterie au

capital de 8.000.000 francs composé de 40.000 billets à 200 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné aux oeuvres de l'association.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neufs billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1er lot :	2.000.000 frs
2e lot :	1.000.000 frs
3e lot :	500.000 frs
4e lot :	200.000 frs
5e lot :	100.000 frs
6e lot :	50.000 frs
7e lot :	50.000 frs.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives	Président
M. le président John Teariki, représentant de l'Assemblée territoriale	Membre
M. le trésorier-payeur	»
M. Francis Blanchard, président de l'association	»

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le dimanche 31 mai 1970 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. aux frais de l'association.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor avant le tirage des lots ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRETE n° 3019 AA du 4 décembre 1969 *rendant exécutoire la délibération n° 69-95 du 30 octobre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-95 du 30 octobre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant gratuitement au conseil d'administration des biens de l'église évangélique de Polynésie française (paroisse de Fitii), une concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Fitii (Huahine).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

DELIBERATION n° 69-95 du 30 octobre 1969 *accordant gratuitement au conseil d'administration des biens de l'église évangélique de Polynésie française (paroisse de Fitii), une concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Fitii (Huahine).*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1181 DOM du 20 août 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 13 du même mois ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1er octobre 1969 portant convocation en session budgétaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 228-69 du 27 octobre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 30 octobre 1969,

Adopte :

Article 1er.— Est accordée gratuitement au profit du conseil d'administration des biens de l'église évangélique de Polynésie française (paroisse de Fitii), la concession définitive, à charge de remblai préalable dans un délai de cinq ans, d'un emplacement du domaine public maritime à Fitii (Huahine), d'une superficie de 741 m², situé au droit de la propriété de la paroisse protestante de Fitii.

Art. 2.— Cette concession est consentie aux clauses et conditions générales suivantes :

1°) *Aménagement d'un passage public en front de mer*

Le concessionnaire sera tenu de ménager et laisser libre sur l'emplacement concédé, un passage public de 3 mètres de largeur sur le remblai en bordure du front de mer.

2°) *Utilité publique*

Sur simple déclaration d'utilité publique, le concessionnaire s'engagera à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ledit concessionnaire.

3°) *Interdiction d'aliéner*

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date de l'acte de concession à son profit, interdiction sera faite à la concessionnaire de vendre l'emplacement concédé.

Enfin, le concessionnaire devra se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics, soit à l'alignement particulier des remblais dans la zone considérée.

Art. 3.— Le concessionnaire sera seul tenu à toutes les garanties que la concession et les travaux de remblai pourraient entraîner à l'égard des tiers, dont les droits éventuels, y compris ceux de propriété, sont expressément réservés.

Il ne pourra exercer aucun recours en dommages et intérêts à l'encontre du territoire pour quelque cause que ce soit.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Tetuaura OPUTU.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 3020 AA du 4 décembre 1969 *rendant exécutoire la délibération n° 69-99 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-99 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant une concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora) au profit de la banque de l'Indochine de Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

DELIBERATION n° 69-99 du 6 novembre 1969 accordant une concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora) au profit de la banque de l'Indochine de Papeete.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1181 DOM du 20 août 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 13 du même mois ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1er octobre 1969 portant convocation en session budgétaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 237-69 du 4 novembre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 6 novembre 1969,

Adopte :

Article 1er.— Est accordée au profit de la banque de l'Indochine de Papeete, la concession définitive, à charge de remblai préalable dans un délai de cinq ans, d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), d'une superficie de 973 m², au droit de la terre dite « Place de Vaitape » appartenant au domaine.

Art. 2.— Cette concession est acceptée moyennant le prix principal de : *neuf mille sept cent trente francs* (9.730 frs) payable comptant et d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

Art. 3.— Conditions générales :

1°) *Aménagement d'un passage public en front de mer*

La concessionnaire sera tenue de ménager et laisser libre sur l'emplacement concédé, un passage public de 3 mètres de largeur sur le remblai en bordure du front de mer.

2°) Utilité publique

Sur simple déclaration d'utilité publique, la concessionnaire s'engagera à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ladite concessionnaire.

3°) Interdiction d'aliéner

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date de l'acte de concession à son profit, interdiction sera faite au concessionnaire de vendre l'emplacement concédé.

Enfin, la concessionnaire devra se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics, soit à l'alignement particulier des remblais dans la zone considérée.

Art. 4.— Condition particulière :

Cette concession sera consentie sous la condition expresse que la concessionnaire s'engage à édifier son bâtiment en harmonie avec l'ensemble des constructions touristiques en cours (matériaux traditionnels).

Le plan dudit bâtiment doit être soumis au préalable aux avis du chef du service de l'urbanisme et de l'habitat et du directeur de l'office de développement du tourisme.

Art. 5.— La concessionnaire sera seule tenue à toutes les garanties que la concession et les travaux de remblai pourraient entraîner à l'égard des tiers, dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle ne pourra exercer aucun recours en dommages et intérêts à l'encontre du territoire pour quelque cause que ce soit.

Art. 6.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetuaura OPUTU.

Le président,

John TEARIKI.

ARRETE n° 3021 AA du 4 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-100 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-100 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora) au profit de Mlle Céline Tupu.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

DELIBERATION n° 69-100 du 6 novembre 1969 *accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora) au profit de Mlle Céline Tupu.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1212 DOM en date du 23 octobre 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 22 octobre 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1er octobre 1969 portant convocation en session budgétaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 239-69 du 4 novembre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 6 novembre 1969,

Adopte :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mlle Céline Tupu, la concession définitive, à charge de remblai préalable dans un délai de cinq ans, d'un emplacement du domaine maritime à Nunue (Bora-Bora), d'une superficie de 560 m², situé au droit de la terre Puutoa 2 appartenant à divers propriétaires ayant donné leur accord.

Art. 2.— Cette concession est consentie moyennant le prix principal de 5,600 frs (10 frs par m²), payable comptant et d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

Art. 3.— Cette concession est consentie aux clauses et conditions générales suivantes :

1°) *Aménagement d'un passage public en front de mer*

La concessionnaire sera tenue de ménager et laisser libre sur l'emplacement concédé, un passage public de 3 mètres de largeur sur le remblai en bordure du front de mer.

2°) *Utilité publique*

Sur simple déclaration d'utilité publique, la concessionnaire s'engagera à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ladite concessionnaire.

3°) *Interdiction d'aliéner*

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date de l'acte de concession à son profit, interdiction sera faite à la concessionnaire de vendre l'emplacement concédé.

Enfin, la concessionnaire devra se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics, soit à l'alignement particulier des remblais dans la zone considérée.

Art. 4.— La concessionnaire sera seule tenue à toutes les garanties que la concession et les travaux de remblai pourraient entraîner à l'égard des tiers, dont les droits éventuels, y compris ceux de propriété, sont expressément réservés.

Elle ne pourra exercer aucun recours en dommages et intérêts à l'encontre du territoire pour quelque cause que ce soit.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetuaura OPUTU.

Le président,

John TEARIKI.

ARRETE n° 3022 AA du 4 décembre 1969 *rendant exécutoire la délibération n° 69-101 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-101 du 6 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), au profit de Mlle Delphine Ruarei.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

DELIBERATION n° 69-101 du 6 novembre 1969 *accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), au profit de Mlle Delphine Ruarei.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1212 DOM en date du 23 octobre 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 22 du même mois ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1er octobre 1969 portant convocation en session budgétaire ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 240-69 du 4 novembre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 6 novembre 1969,

Adopte :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mlle Delphine Ruarei, la concession définitive, à charge de remblai préalable dans un délai de cinq ans, d'un emplacement du domaine public maritime à Nunue (Bora-Bora), d'une superficie de 325 m², situé au droit de la terre Apaapaiteira 2 appartenant à divers propriétaires ayant donné leur accord.

Art. 2.— Cette concession est consentie moyennant le prix principal de 3.250 frs (10 frs par m²), payable comptant et d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

Art. 3.— *Clauses et conditions générales :*

1°) *Aménagement d'un passage public en front de mer*

La concessionnaire sera tenue de ménager et laisser libre sur l'emplacement concédé, un passage public de 3 mètres de largeur sur le remblai en bordure du front de mer.

2°) *Utilité publique*

Sur simple déclaration d'utilité publique, la concessionnaire s'engagera à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ladite concessionnaire.

3°) *Interdiction d'aliéner*

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date de l'acte de concession à son profit, interdiction sera faite à la concessionnaire de vendre l'emplacement concédé.

Enfin, la concessionnaire devra se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics, soit à l'alignement particulier des remblais dans la zone considérée.

Art. 4.— La concessionnaire sera seule tenue à toutes les garanties que la concession et les travaux de remblai pourraient entraîner à l'égard des tiers, dont les droits éventuels, y compris ceux de propriété, sont expressément réservés.

Elle ne pourra exercer aucun recours en dommages et intérêts à l'encontre du territoire pour quelque cause que ce soit.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetunaura OPUTU.

Le président,

John TEARIKI.

ARRETE n° 3025 AA du 4 décembre 1969 *autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale des anciens engagés volontaires de la Légion Valmy.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'Assemblée territoriale portant réglementation des loteries rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Paul Langomazino, président de l'amicale ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 3 décembre 1969,

Arrête :

Article 1er.— M. Paul Langomazino, président de l'amicale des anciens engagés volontaires de la Légion Valmy, est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.000.000 francs composé de 1.000 billets à 2.000 francs l'un dont le produit sera destiné exclusivement aux oeuvres de l'amicale.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neufs billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

4 lots de	200.000 francs	chacun
10 lots de	20.000 francs	chacun
40 lots de	5.000 francs	chacun.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives **Président**

M. le président John Teariki, représentant de l'Assemblée territoriale

Membre

M. le trésorier-payeur

M. Paul Langomazino, président de l'amicale

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

— la date du présent arrêté ;

— la date et le lieu du tirage ;

— le siège de l'œuvre bénéficiaire ;

— le montant du capital d'émission autorisé ;

— le prix du billet ;

— le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le mercredi 24 décembre 1969 à Papeete. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. aux frais de l'amicale.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor avant le tirage des lots ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes

inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéficiaires ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1969.

Pierre ANGELL.

ARRÊTÉ n° 3036 CAB/MIL du 8 décembre 1969 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des armées.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 48-1347 du 28 août 1948 rappelée par la circulaire ministérielle n° 6957 AM/INT/3/DC du 13 avril 1954 ;

Attendu qu'il n'a pas encore été possible au département de procéder pour tous les chapitres aux premières délégations de fonds de la gestion 1968 du budget des armées ;

Sur proposition du commissaire en chef de la marine, directeur du commissariat de la marine à Papeete,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont ouverts au budget des armées au titre de la gestion 1970, les crédits provisoires s'élevant à la somme de : *Deux millions six cent quatre-vingt quatorze mille deux cent francs* (2.694.200, 00),

dont : *Deux millions vingt trois mille deux cents francs* (2.023.200, 00) au titre de la Section - Commune,

et : *Six cent soixante et onze mille francs* (671.000, 00) au titre de la Section " Forces Terrestres ".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

ETAT N° I

Numéro des		Libellé des chapitres et des articles	Montant en francs
Chapitres	Articles		
		I - SECTION COMMUNE DEPENSES ORDINAIRES TITRE III - Moyens des armes et services 1 ^{re} partie. — Personnel - Rémunération d'activité Gendarmerie - Soldes et indemnités des personnels militaires	
31-51	01	Officiers.....	70.000, 00
	02	Sous-officiers et auxiliaires.....	1.600.000, 00
		 2 ^e partie. Entretien du personnel Gendarmerie - Alimentation Article unique.....	 4.000, 00
32-52	01	Gendarmerie - Habillement, couchage, ameublement, chauffage et éclairage	
	02	Habillement.....	38.000, 00
	02	Couchage et ameublement.....	15.000, 00
	03	Chauffage et éclairage.....	6.500, 00
32-53	01	Gendarmerie - Frais de déplacement et transport Frais de déplacement des personnels militaires..... Frais de transport du personnel.....	 10.000, 00 15.000, 00
33-91	07	 3 ^e partie. — Personnel - Charges sociales Prestations et versements obligatoires Gendarmerie.....	 130.000, 00
34-51	01	 4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services Gendarmerie - Entretien des matériels et fonctionnement Dépenses de masses et de fonctionnement des services.....	 33.000, 00
	03	Instruction générale et dépenses des écoles.....	800, 00
	05	Télégraphe et téléphone.....	6.500, 00
	06	Carburants et ingrédients.....	7.500, 00
	07	Transports de matériel.....	3.500, 00
	09	Matériel spécial à la gendarmerie.....	2.400, 00
34-53	00	 Gendarmerie - Loyers et annuités Article unique.....	 15.000, 00
35-51	00	 5 ^e partie. — Travaux d'entretien Gendarmerie - Entretien des immeubles Article unique.....	 66.000, 00

TOTAL..... 2.023.200, 00

ETAT N° 2

Numéro des		Libellé des chapitres et des articles	Montant en francs
Chapitres	Articles		
31-14	01	II. - SECTION "FORCES TERRESTRES" DEPENSES ORDINAIRES TITRE III - Moyens des armes et services 1 ^{re} partie. — Personnel - Rémunération d'activité Soldes des militaires en situation autre que l'activité Militaires en disponibilité, non activité, réforme, congé	—
31-21	02	Traitements et indemnités des personnels civils non ouvriers des services de l'armée de terre	
	03	Traitements et indemnités du personnel contractuel	120.000, 00
		Traitements et indemnités du personnel auxiliaire	15.000, 00
31-31	01	Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers des services de l'armée de terre Salaire du personnel ouvrier français...	10.000, 00
32-41	01	2 ^e partie. — Entretien du personnel Alimentation Dépenses proportionnelles aux effectifs.	330.000, 00
	02	Frais d'exploitation.....	15.000, 00
32-42	01	Chauffage et éclairage Dépenses proportionnelles aux effectifs.	19.000, 00
32-43	01	Habillement - Campement - Couchage - Ameublement - Entretien Dépenses en Métropole, en Afrique du Nord et Outre-mer	80.000, 00
32-93	01	Frais de déplacement Personnels militaires - Frais de déplacement	50.000, 00
33-91	01	3 ^e partie. — Personnel - Charges sociales Prestations et versements obligatoires Prestations familiales des personnels civils extérieurs	3.000, 00
	08	Versement des cotisations de sécurité sociales des personnels civils extérieurs non titulaires - Part de l'Etat.....	15.000, 00
34-90	04	4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services Instructions - Ecole - Recrutement Instruction des troupes de marine et des forces terrestres stationnées outre-mer - Manœuvres - Déplacements - Bibliothèque.....	2.000, 00
	07	Troupes métropolitaines - Frais de bureau - Troupes de marine - Frais d'expédition courrier et frais d'envoi des télégrammes.....	2.000, 00

Numéro des		Libellé des chapitres et des articles	Montant en francs
Chapitres	Articles		
34-91	01	Transports — Matériel et personnel Transports de personnels.....	10.000, 00
TOTAL.....			671.000, 00

ARRÊTÉ n° 3070 AE du 11 décembre 1969 constatant la valeur locative du mètre carré des locaux à usage d'habitation applicable au cours de l'année 1970.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 62-35 du 18 mai 1962 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loyers des locaux à usage d'habitation, notamment en son article 5, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1900 AA/AE du 29 août 1962 ;

Vu l'arrêté n° 2289 AE du 10 octobre 1962 fixant les modalités d'application de la délibération susvisée ;

Vu l'arrêté n° 14 AE du 7 janvier 1969 constatant la valeur locative du mètre carré des locaux à usage d'habitation applicable au cours de l'année 1969 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;
Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La valeur locative maximum du mètre carré, servant de base pour la détermination des loyers des locaux à usage d'habitation, ressort à 75 francs CFP pour l'année 1970.

Art. 2. — Le chef du service des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRÊTÉ n° 3071 CD du 11 décembre 1969 portant modification de l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969 portant application de la délibération modifiée n° 68-4 du 25 janvier 1968 instituant un impôt sur les transactions.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération modifiée n° 68-4 du 25 janvier 1968 instituant un impôt sur les transactions ;

Vu l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969 portant application de la délibération n° 68-4 du 25 janvier 1968 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la fiscalité émis dans sa séance du 29 novembre 1969 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'article 1^{er} de l'arrêté n° 2414 CD du 24 septembre 1969 susvisé est complété comme suit :

8°/ Vente en gros de lait frais d'origine local 90 %.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRÊTÉ n° 3072 AA/D du 11 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-25 du 28 février 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-25 du 28 février 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, tendant à l'augmentation des droits d'entrée concernant l'eau de javel.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

DÉLIBÉRATION n° 69-25 du 28 février 1969 tendant à l'augmentation des droits d'entrée concernant l'eau de javel.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les décrets n°s 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et 56-650 du 28 juin portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précité ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française fixant les tarifs des droits d'entrée, modifiée par les délibérations subséquentes ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 204 AA du 29 janvier 1969 clôturant une session extraordinaire de l'assemblée territoriale et convoquant cette assemblée en une nouvelle session extraordinaire ;

Vu le rapport n° 41-69 en date du 25 février 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 28 février 1969,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le tarif des droits d'entrée est à nouveau modifié comme suit :

N° du tarif	Nomenclature	Taux des droits d'entrée
28 31	Chlorites et hypochlorites	
A	Eau de javel et concentrés d'eau de javel	50 %
B	Autres	10 %

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Tetunaura OPUTU.

Le président,
Jean MILLAUD.

ARRÊTÉ n° 3077 AA/FT du 11 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-84 du 18 septembre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 69-84 du 18 septembre 1969 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement, exercice 1969.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.
Pierre ANGELI.

DÉLIBÉRATION n° 69-84 du 18 septembre 1969 portant modification du budget local d'équipement, exercice 1969.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la proposition en date du 18 septembre 1969 ;

Vu la délibération n° 69-78 du 14 août 1969 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à la commission permanente ;

Vu la délibération n° 69-1 en date du 16 janvier 1969, arrêtant le budget de l'exercice 1969 ;

Dans sa séance du 18 septembre 1969,

ADOpte:

Article 1^{er}.— Le budget local d'équipement pour 1969 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Par.	Rub.	Désignation	en +	en —
51	2	1	14	Route Maeva-Faie	1.000.000	
51	2	2	11	Route Huahine (Maroe - Haapu-Parea)		1.000.000
					1.000.000	1.000.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
Henri BOUVIER.

Le président,
Jean MILLAUD.

ARRÊTÉ n° 3079 AA du 11 décembre 1969 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Jean Croisie ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Jean Croisie est autorisé à installer un élevage de volailles sur un terrain sis à Afaahiti - Taravao (route des plateaux).

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'art. 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.
Pierre ANGELI.

ARRÊTÉ n° 3167 AA du 16 décembre 1969 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Article 1^{er}.— M. Dexter Warren est autorisé à installer un groupe électrogène de 6 KVA sur un terrain sis à Hitiaa PK 38,200. Ce groupe sera antiparasité et muni d'un échappement silencieux en sol.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement et à l'octroi d'un permis de construire l'abri destiné à recevoir le groupe.

DECISION n° 3080 E/IA du 11 décembre 1969 accordant une subvention aux écoles primaires publiques ayant fait fonctionner une cantine pendant le deuxième semestre 1969 en application de la délibération n° 69-36 du 17 avril 1969 portant statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 143 IP du 29 janvier 1951 portant organisation des coopératives scolaires dans les E.F.O. ;

Vu les rapports des directeurs des écoles publiques possédant une cantine scolaire ;

Vu le statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées ;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, chef du service de l'enseignement et avis conforme du chef du service des finances territoriales,

Décide :

Article 1er.— Une subvention est accordée, pour le fonctionnement de leur cantine scolaire à chacune des coopératives des écoles dont les noms suivent :

TAHITI

Arue	245.820 F
Faaa	375.870 F
Faaone	40.545 F
Hitiaa	59.160 F
Mahina	267.240 F
Mataiea	351.900 F
Paea	253.470 F
Papara	334.560 F
Papeari	260.865 F
Papenoo	109.650 F
Pueu	65.535 F
Punaania	134.385 F
Taravao	100.725 F
Tautira	191.505 F
Teahupoo	94.095 F
Tiarei-Huuau	56.355 F
Toahotu	127.245 F
Vairao	130.815 F

MOOREA

Haapiti	128.010 F
Paopao	145.605 F
Teavaro	93.585 F
Papetoai	88.740 F

ILES SOUS-LE-VENT

RAIATEA

Avera	240.720 F
Fetuna	89.505 F
Opoa	169.065 F
Puohine	45.645 F
Vaiaau	117.555 F

TAHAA

Faaaha	171.360 F
Haamene	130.305 F
Hipu	70.125 F
Patio	164.475 F
Tapuamu	172.125 F
Tiva	88.995 F
Tevaitoa	167.280 F

HUAHINE

Faie	55.845 F
Fitii	178.500 F
Maeva	92.565 F
Maroe	55.080 F
Tefarerii	60.435 F
Kalavari	21.420 F

BORA-BORA

Anau	59.415 F
Vaitape	258.060 F

MARQUISES

Atuona	42.840 F
Taipivai	45.900 F
	<u>6.152.895 F</u>

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local, exercice 1969, chapitre 26, article 2, rubrique L.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

DÉCISION n° 3084.J du 11 décembre 1969 accordant un congé à Me Dubouch (Andrée) notaire et portant nomination de M. Llorca (François) en qualité d'intérimaire.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 177 J du 29 janvier 1960 nommant M^e Dubouch, notaire à Papeete ;

Vu la demande de congé de M^e Dubouch en date du 5 décembre 1969 ;

Vu l'article 88 du décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957, déterminant le statut du notariat en Polynésie française ;

Vu l'avis de M. le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— A compter du 15 décembre 1969, un congé de un mois est accordé à M^e Dubouch (Andrée), notaire à Papeete.

Art. 2.— A compter de la même date et pendant l'absence de M^e Dubouch, M. Llorca (François) est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, M. Llorca prêter le serment d'usage.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

ARRÊTÉ n° 3099 AA du 12 décembre 1969 clôturant une session ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et convoquant cette assemblée en session extraordinaire.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— La session ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, ouverte le jeudi 16 octobre 1969, est déclarée close le lundi 15 décembre 1969 à minuit.

Art. 2.— L'assemblée territoriale est convoquée en session extraordinaire le mardi 16 décembre 1969 à 9 heures.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

ARRÊTÉ n° 3100 FT du 12 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 4-69 du 27 octobre 1969 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget du port autonome pour l'exercice 1970.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 4-69 du 27 octobre 1969 du conseil d'administration du port autonome de Papeete ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 10 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 4-69 du 27 octobre 1969 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget du port autonome pour l'exercice 1970.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 décembre 1969.

Pierre ANGELI.

DÉLIBÉRATION n° 4-69 du 27 octobre 1969 adoptant le budget du port autonome pour l'exercice 1970.

Le conseil d'administration du port autonome,

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable de cet établissement public territorial ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 octobre 1969,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Conformément aux tableaux ci-annexés, le budget de l'exercice 1970 du port autonome de Papeete est arrêté comme suit :

1 - *En recettes*

a) recettes ordinaires	43.700.000 FCP
b) recettes extraordinaires	42.500.000 FCP

2 - *En dépenses*

a) dépenses d'exploitation et d'entretien	43.700.000 FCP
b) dépenses d'équipement et de renouvellement	42.500.000 FCP

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 27 octobre 1969.

Le président,

Robert HERVE.

ARRÊTÉ n° 3104 FT du 12 décembre 1969 portant modification du plan de campagne 1969 du fonds spécial d'équipement hydraulique.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-137 du 28 décembre 1961 portant création d'un fonds spécial d'équipement hydraulique, ensemble les textes modificatifs du fonds spécial d'équipement hydraulique ;

Vu l'arrêté n° 946 FT du 21 avril 1969 rendant exécutoire le plan de campagne 1969 du fonds spécial d'équipement hydraulique ;

Sur proposition du comité de gestion du fonds spécial d'équipement hydraulique (consultation à domicile) ;

Vu l'approbation de l'assemblée territoriale au cours de sa séance du 4 novembre 1969 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 octobre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le plan de campagne 1969 du fonds spécial d'équipement hydraulique est modifié comme suit :

	Autorisation de programme	Crédits de paiement 1969	Crédits de paiement 1970
1/69 Amortissement de l'emprunt	2.800.000	2.800.000	—
5/69 Adduction d'eau de Mataiea	7.000.000	7.000.000	—
9/69 Distribution d'eau de Kiaora Afaahiti	700.000	700.000	—

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

ARRÊTÉ de cessibilité n° 3117 AC/DIR/INFRA du 12 décembre 1969 portant détermination des propriétés qui doivent être cédées pour la construction de l'aérodrome de Rangiroa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté n° 2751 AC/DIR du 5 novembre 1963, pris par le chef du territoire en conseil de gouvernement, instituant et prescrivant la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome ;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête ;

Vu le décret du 2 avril 1964 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement des aérodromes de Rangiroa et d'Aanaa ;

Vu l'arrêté n° 451 AC/DIR/INFRA du 25 février 1964 nommant la commission prévue par l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 ;

Vu le plan parcellaire des propriétés dont la cession est nécessaire pour l'exécution des travaux ;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des dispositions prescrites par le titre II du décret du 5 novembre 1936, à savoir :

- 1°) un arrêté n° 451 AC/DIR/INFRA du 25 février 1964 ordonnant la publication du plan parcellaire ;
- 2°) un exemplaire du Journal officiel de la Polynésie en date du 15 mars 1964 dans lequel a été inséré un avis avertissant les intéressés du dépôt du plan parcellaire ;
- 3°) le certificat établi par le chef de circonscription certifiant que cet avis a bien été publié et affiché ;
- 4°) le procès-verbal d'enquête dressé par le chef de circonscription ;
- 5°) le procès-verbal de la commission prévue à l'article 9 du décret du 8 novembre 1936.

Considérant qu'il n'a été produit aucune observation au cours de l'enquête qui soit de nature à arrêter la procédure d'expropriation et que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont déclarées cessibles immédiatement conformément au plan parcellaire ci-dessus visé, les propriétés ci-après désignées :

Nom et prénoms des propriétaires tels qu'ils sont connus	N° de la parcelle	Nom de la terre	Surface à exproprier en m ²
Tauria Daniel Takawa Viviane Auméran Hino Acho Paul Marere Maria Parii Venanu Vanaa Etienne Vanaa Tehu Vanaa Venanu Marere Pétis Teraimahiva Pétis William Johnston Vaite Tekiki Teuakiko Daniel Teuapiki Raihau Marere Joséphine Pofatu Mahina Maio Taiatepava Maio Tepava	1	Taamoi	10.600
	2	Tahua Vaere	17.500

Nom et prénoms des propriétaires tels qu'ils sont connus	N° de la parcelle	Nom de la terre	Surface à expo- suer en m2
Temarama Ahumatatua Tupahiroa Ana Tupahiroa Kone Tupahiroa Maxime Tupahiroa Matatini Tupahiroa Merinui Tioriteraituua Moe Ruru Tioriteraituua Tautu Tioriteraituua Ahunui Tioriteraituua Richard Teriitehau Itua Teriitehau Moerai Teriitehau Teioro Timoti Charles Tepehu Teroro Bellais Tanarii Bellais Mohea Bellais Tetua Bellais Vivirauji Bellais Johanne Bellais Teroro Bellais Matahuira Bellais Teura Bellais Mahiri Bellais Tuarui Bellais Terii Bellais Ruia Tepehu Benjamin Tepehu Ruhau Tepehu Punua Tepehu Manate Tepehu Benoit Tepehu Maro Tepehu Maave Tepehu Tumahiva Tepehu Marere, Teua dit Aranua Tepehu Tanenui Tetauira	3	Vaere (partie)	15.900
Paica Tekahu	4	Vaere (partie)	47.790
Pioi Mau Pioi Naihu Arui Mateata. Terai Arui Iotifa Marere Daniel Takawa Vivianne Auméran Hina Heho Paul Marere Maria Parii Venanu Vanaa Etienne Vanaa Tehei Vanaa Venanu Marere Potini Pétis Teraimahiva Pétis William Johnson Vaite Tekihi Teuakiko Daniel Teuapiho Raihau Marere Joséphine Mahuru a Pofatu	5	Arlatea	55.600
Piritua Maraurau	6	Vaimuhu - Arlatea	45.900
	7	Vaimuhu - Turiroa	19.800

Art. 2.— Le chef du service de l'infrastructure aéronautique et le chef du service des domaines et de la propriété foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 12 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,*

H. ELIX.

ARRÊTÉ n° 3120 CD du 15 décembre 1969 *accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1967, 1968 et 1969, perçues au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Faaa, Uturoa et Pirae.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 :

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa :

Vu l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu l'arrêté n° 850 FT du 27 mars 1968 rendant partiellement exécutoire la délibération n° 68-32 du 28 février 1968 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de 1968 ;

Vu l'arrêté n° 652 FT du 19 mars 1969 rendant partiellement exécutoire la délibération n° 69-1 du 16 janvier 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, arrêtant le budget territorial de 1969 modifié le 19 février 1969 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont accordés les dégrèvements détaillés sur les états de dégrèvements ci-annexés, dont la récapitulation est la suivante :

	B. local	C. Cce	B. Com.	Total
Exercice 1967 - Perception de Raiatea - Tahaa				
Etat n° 14 :				
Ordonnance n° 14.....	29.000	•	•	29.000 •
Exercice 1967 - Perception de Tahiti :				
Etat n° 15 :				
Ordonnance n° 15.....	77.200	1.644	•	88.651 •
Ordonnance n° 15 bis (Papeete)	•	•	9.717	
Ordonnance n° 15 ter (Faana)	•	•	90	
Exercice 1968 - Perception de Taiohae (Marquises-Nord)				
Etat n° 16 :				
Ordonnance n° 16.....	35.000	»	»	35.000 •
Exercice 1968 - Perception de Papeete :				
Etat n° 17 :				
Ordonnance n° 17.....	360.240	34.215	•	649.930 •
Ordonnance n° 17 bis (Papeete)	•	•	255.475	
Exercice 1969 - Perception de Huahine :				
Etat n° 18 :				
Ordonnance n° 18.....	27.745	1.024	•	28.769 •
Exercice 1969 - Perception d'Uturoa :				
Etat n° 19 :				
Ordonnance n° 19.....	36.205	1.894	•	55.166 •
Ordonnance n° 19 bis (Uturoa)	•	•	17.067	
Exercice 1969 - Perception de Papeete :				
Etat n° 20 :				
Ordonnance n° 20.....	552.158	31.486	•	847.799 •
Ordonnance n° 20 bis (Papeete)	•	•	264.155	
Exercice 1969 - Perception de Tahiti :				
Etat n° 21 :				
Ordonnance n° 21.....	142.688	3.401	•	154.748 •
Ordonnance n° 21 bis (Pirae)	•	•	5.329	
Ordonnance n° 21 ter (Faana)	•	•	3.330	
Total général.....				1.889.063 •

Art. 2.— Le trésorier-payeur, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

L'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,

H. ELIX.

DÉCISION n° 3143 E/IA du 16 décembre 1969 accordant une subvention aux écoles primaires privées ayant fait fonctionner une cantine pendant le deuxième semestre 1969 en application de la délibération n° 69-36 du 17 avril 1969 portant statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 143 IP du 29 janvier 1951 portant organisation des coopératives scolaires dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les rapports des directeurs des écoles privées possédant une cantine scolaire ;

Vu le statut des cantines scolaires des écoles publiques et privées ;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, chef du service de l'enseignement et avis conforme du chef du service des finances territoriales,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une subvention est accordée, pour le fonctionnement de leur cantine scolaire à chacune des coopératives des écoles privées dont les noms suivent :

Ecole St Paul	182.835 »
Ecole Ste Thérèse	194.565 »
Collège La Mennais	181.560 »
Collège Anne Marie Javouhey	259.335 »
Collège Notre Dame des Anges	140.250 »
Ecole St Hilaire	80.325 »
Ecole des Sœurs Atuona	155.040 »
Ecole des Sœurs Uturoa	70.380 »
Ecole du Sacré-Cœur	169.575 »
Ecole Catholique Taiohae	128.775 »
Ecole Pomare-Viénot	68.850 »
Ecole protestante Uturoa	43.605 »
Ecole adventiste	105.060 »
Ecole mormone	219.810 »
	<u>1.999.965 »</u>

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local, exercice 1969, chapitre 43, article 2, paragraphe 6.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le secrétaire général,
J.P. RODIER.

ARRÊTÉ n° 3145 AA du 16 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-107 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 69-107 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement pour 1969.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 décembre 1969.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.P. RODIER.

DÉLIBÉRATION n° 69-107 du 20 novembre 1969 portant modification du budget local d'équipement pour 1969.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 69-1 du 16 janvier 1969 arrêtant le budget territorial pour 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1^{er} octobre 1969 portant convocation en session budgétaire ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1227 FT du 6 novembre 1969 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement dans sa séance du 8 octobre 1969 ;

Vu le rapport n° 254-69 du 18 novembre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 20 novembre 1969,

ADOpte :

Article 1^{er}. — Le budget local d'équipement pour 1969 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Para.	Rub.	Désignation	Crédits ouverts	Crédits annulés
52	1	1	10	Chefferie d'Afaahiti		2.000.000
52	1	2	51	Branchement H.T. lycée Taane	2.000.000	

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
William TCHENG.

Le président,
John TEARIKI.

ARRÊTÉ n° 3149 AA du 16 décembre 1969 rendant exécutoire la délibération n° 69-103 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 69-103 du 20 novembre 1969 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1969.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 décembre 1969.

Le gouverneur,

Par délégation,

Le secrétaire général,

J.P. RODIER.

DÉLIBÉRATION n° 69-103 du 20 novembre 1969 portant modification du budget local d'équipement 1969.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1217 FT du 29 octobre 1969 approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu l'arrêté n° 2469 AA du 1^{er} octobre 1969 portant convocation de l'assemblée territoriale en session budgétaire ;

Vu la délibération n° 69-1 du 16 janvier 1969 arrêtant le budget territorial pour 1969 ;

Vu le rapport n° 246-69 en date du 17 novembre 1969 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 20 novembre 1969,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le budget local d'équipement exercice 1969 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Par.	Désignation	Crédits ouverts	Crédits annulés
56	6	6	Association des étudiants de Tahiti		
			Equipement foyer des étudiants de Montpellier	250.000	
54	1	1.7	Ameublement école Opunohu		20.000
		2.3	Machine à composer intertype		200.000
		2.5	Fourgon jeunesse et sports		30.000

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
William TCHENG.

Le président,
John TEARIKI.

ARRÊTÉ n° 3179 ENR du 17 décembre 1969 rapportant l'article 2 de l'arrêté n° 2115 ENR du 21 août 1969.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 69-3 du 16 janvier 1969 portant création d'une taxe différentielle sur les véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté n° 983 ENR du 23 avril 1969 ;

Vu l'arrêté n° 2115 ENR du 21 août 1969 définissant les conditions d'application de la délibération n° 69-3 du 16 janvier 1969 portant création d'une taxe différentielle sur les véhicules automobiles ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 17 décembre 1969,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'article 2 de l'arrêté n° 2115 ENR du 21 août 1969 est rapporté, pour compter du 1^{er} janvier 1970.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 17 décembre 1969.
Pierre ANGELI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 3065 PEL du 10 décembre 1969.— M. Van Sam Richard, instituteur du cadre métropolitain du département de la Guadeloupe (indice 275 net) - embarqué à Paris-Orly le 27 novembre 1969 et arrivé à Papeete le 28 novembre 1969, est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement (service de la jeunesse et des sports).

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 25 - art. 4.

Par décision n° 3066 PEL du 10 décembre 1969.— M. Doyen René, secrétaire administratif de classe normale, 5^e échelon, du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (indice net 248) - embarqué à Paris-Orly le 1^{er} décembre 1969 et arrivé à Papeete le 2 décembre 1969, est mis à la disposition du chef du service des contributions directes.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 11, art. 2.

Par arrêté n° 3078 PEL du 11 décembre 1969.— Le nombre maximum de bourses de formation professionnelle pouvant être attribuées pour l'année scolaire 1969-1970 est fixé ainsi qu'il suit :

I - Ecole territoriale d'infirmiers, ières :

- élèves-infirmiers préparant le diplôme d'Etat d'infirmier (1^{re} année) : 2
- élèves-adjoints de soins : 19

II - Préparation au brevet élémentaire et cours normal :

- préparation au brevet élémentaire et à l'entrée au cours normal : 40
- cours normal (formation professionnelle) : 44
- écoles normales en métropole : 3

Par décision n° 3093 PEL du 11 décembre 1969.— Sont admis à bénéficier, à compter du 25 septembre 1969 et pendant l'année scolaire 1969-1970, de la bourse de formation professionnelle au cours normal, les candidats et candidates dont les noms suivent :

Mlle Aumérat Henriette, Mlle Boussard Bernadette, M. Céran-Jérusalémy Théodore, M. Coulon Gilles, M. Dauphin Marc, Mme Ebb née Roscol Raymonde, Mlle Garbutt Léota, Mme Huioutu née Agniéray Yolande, Mlle Lintz Gladys, M. Mahe Michel, M. Mateau Iosia, Mlle Neuffer Julia, M. Otare Peni, Mme Pietrzak née Tuarau Hinano, M. Ploton Marc, Mlle Reid Jacqueline, Mme Sanquer née Claus Maeva Irène, M. Simonnet Jean-Marc, M. Spitz Gustave, M. Tahimanarii Henri, Mlle Teinauri Victorine, Mlle Wong Foo Kui Virginie, M. Ararui François, M. Aunoa Alexandre, Mlle Bernardino Marie-France, M. Bordet Patrick, M. Coulombel Georges, M. David Raymond, Mlle Dorel Danièle, Mlle Hart Doris, Mlle Lichtle Louise, Mlle Lo A Pong Hélène, Mlle Lucas Béatrice, M. Maraëa Jean-Pierre, M. Otcenasek Jaroslav, M. Paepaetaata Ruahei, Mlle Peirsegaële Danièle, M. Roche Emile, Mlle Roomataaroa Gwen, Mme Rota née Temorere Gilda, Mlle Chune Germaine (Shung Men), Mlle Vahirua Ida, M. Teumere Tehani, M. Tumahai Ronald.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 25, art. 2.

Par décision n° 3094 PEL du 11 décembre 1969.— Sont admis à bénéficier, à compter du 15 septembre 1969 et pendant l'année scolaire 1969-1970, de l'allocation prévue par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967 pour la préparation de l'examen du brevet élémentaire, les candidats et candidates dont les noms suivent :

Centre de Papeete

M. Nadjarian Joseph, Mlle Tanji Yasmina, M. Flohr Delano, M. Tehiva Punua, Mlle Juventin Titaua, Mlle Simon Michèle, Mlle Richmond Sidonie, Mlle Tavanae Eliane, M. Tchoung Yao Taataiterai, Mlle Maire Louise, Mlle Tehahe Linda, M. Sinjoux Benjamin, Mlle Wong Po Greta, M. Teriitahi André, Mlle Itaia Ah Lène, Mlle Russel Nancy, Mlle Tapao Joséphine, Mlle Tavanae Brita, M. Guinebert Jean-Pierre, Mlle Hutia Christine, M. Nanai Jean-Louis, M. Pea Georges.

Centre de Papara

Mlle Lui Mu Yoe Eta, Mlle Tuhiri Eliza, Mlle Salmon Marie-France, M. Choung Noël, Mlle Tepaita Aeho (Tupou), M. Doom Ronald.

Centre de Taravao

Mlle Bennett Patricia.

Centre de Uturoa

M. Guillots Michel, Mlle Oopa Cécile, Mlle Lee Wing Augustine, M. Ebbs Moïse, Mlle Chung Mina, Mlle Simeton Elise (Shin).

Centre de Mataura

Mlle Chung Kui Albertine, Mlle Tanepau Sylviane, Mlle Bonnet Raymonde, M. Tepa Taraiiera.

Bénéficieront du renouvellement de leur bourse pour la préparation au brevet élémentaire, durant l'année scolaire 1969-1970, les candidats dont les noms suivent : (avec un abattement de 25%) :

Centre de Papeete

Mlle Boosie Calixta, Mlle Marama Olga, Mme Raparii née Fatuma Michèle.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 45, art. 6.

Par décision n° 3095 PEL du 11 décembre 1969.— Une bourse de formation professionnelle est accordée dans les conditions fixées par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967 (taux de 1^{re} année d'études) et à compter du 1^{er} octobre 1969, aux candidats et candidates dont les noms suivent, qui ont été déclarés reçus à l'examen d'admission dans les écoles préparant au diplôme d'Etat d'infirmiers/ières et qui ont signé un engagement de servir pendant 10 ans dans le service de santé du territoire :

Mlle Claus Jacqueline

M. Brotherson Peterson.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 23 - art. 15.

Par décision n° 3153 PEL du 16 décembre 1969.— M. Vidal Henri, officier de police adjoint de 2^e classe, 4^e échelon du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, embarqué à Paris-Orly le 13 novembre 1969 et arrivé à Papeete le 14 novembre 1969, par avion de la Cie UTA, est remis à la disposition du chef du service de la sûreté générale de Polynésie (régularisation).

- Dépense imputable au budget de l'Etat : chap. 31-21 - art. 4.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 3076 AA du 11 décembre 1969.— Est autorisé le report à la date du 20 décembre 1969 du tirage de la tombola organisée au profit de l'association sportive Jeunesse Mataiea par arrêté n° 2533 AA du 8 octobre 1969.

* * *

CABINET

Par arrêté n° 3150 CAB du 16 décembre 1969.— Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Pierre Rodier, secrétaire général de la Polynésie française, arrivé dans le territoire le 12 décembre 1969.

* * *

CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Par décision n° 3174 CG du 17 décembre 1969.— Un secours exceptionnel de *Quinze mille francs* (15.000 CFP) est accordé à M^{me} Laure Teaurai, domiciliée à Punaauia.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 46, article 4, exercice 1969.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 2891 E/IA du 21 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Hunter Nelson, est autorisé à enseigner dans les classes terminales pratiques de l'école primaire protestante d'Uturoa.

Par décision n° 2892 E/IA du 21 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Lou Fa Honn Emmanuel, est autorisé à enseigner dans les classes du collège Pomare IV à Papeete.

Par décision n° 2893 E/IA du 21 novembre 1969.— Pour compter du 15 septembre 1969, le révérend père Amans Ernest, est autorisé à enseigner dans les établissements du second degré de l'enseignement catholique du territoire.

Par décision n° 2894 E/IA du 21 novembre 1969.— Pour compter du 15 septembre 1969, M. Lefebvre Yves, est autorisé à enseigner dans les classes des 1^{er} et 2^e degrés des établissements d'enseignement catholique du territoire.

Par décision n° 2895 E/IA du 21 novembre 1969.— Pour compter du 15 septembre 1969, sœur Nadeau Françoise, est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} cycle du second degré au collège Notre Dame des Anges à Faaa.

Par décision n° 2896 E/IA du 21 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M^{me} Gratraud Elisabeth née Carolus, est autorisée à enseigner dans les classes du collège Pomare IV à Papeete.

Par décision n° 2897 E/IA du 21 novembre 1969.— Pour compter du 15 septembre 1969, sœur Champoux Huguette, est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} cycle au collège Notre Dame des Anges à Faaa.

Par décision n° 2898 E/IA du 21 novembre 1969.— Pour compter du 15 septembre 1969, M^{me} Chantal Tutaumatariio-hiro née Bordes, est autorisée à enseigner dans les classes de l'école primaire protestante d'Uturoa.

Par décision n° 2899 E/IA du 21 novembre 1969.— A compter du 22 septembre 1969, M. Koenig Robert, est autorisé à enseigner dans les classes du second degré du collège Pomare IV à Papeete.

Par décision n° 2920 E/IA du 24 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, Mlle Hoang Arlette, est autorisée à enseigner dans les classes de l'annexe de l'école Sainte Thérèse à Pirae.

Par décision n° 2921 E/IA du 24 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M^{me} Pezy Louise née Marchand, est autorisée à enseigner dans les classes de l'annexe de l'école Sainte Thérèse à Pirae.

Par décision n° 2962 E/IA du 28 novembre 1969.— A compter du 8 septembre 1969, M^{me} Schmidt née Danielle Meyer, est autorisée à enseigner à l'école primaire adventiste de Papeete.

Par décision n° 2963 E/IA du 28 novembre 1969.— A compter du 8 septembre 1969, Mlle Kohueinui Anna, est autorisée à enseigner dans les classes de l'école des sœurs d'Atuona.

Par décision n° 2964 E/IA du 28 novembre 1969.— A compter du 8 septembre 1969, Mlle Chimin Marie-Paule, est autorisée à enseigner à l'école des sœurs à Atuona.

Par décision n° 2965 E/IA du 28 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Richaud Olivier, est autorisé à enseigner dans les classes du second degré du collège Pomare IV à Papeete.

Par décision n° 2966 E/IA du 28 novembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, Mlle Seurot Nicole, est autorisée à enseigner dans les classes du 1^{er} cycle du second degré du collège Anne-Marie Javouhey à Papeete.

Par décision n° 2985 E/IA du 2 décembre 1969.— Pour compter du 3 novembre 1969, M. Benacek Joseph, est autorisé à enseigner dans les classes de l'école primaire élémentaire de l'église de Jésus-Christ des saints des derniers jours à Papeete.

Par décision n° 3015 E/IA du 4 décembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. de Vos René, est autorisé à enseigner dans les classes du second degré du collège Pomare IV à Papeete.

Par décision n° 3016 E/IA du 4 décembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M^{me} Sommers Annick née Pouira, est autorisée à enseigner dans les classes des écoles primaires protestantes de Papeete.

Par décision n° 3017 E/IA du 4 décembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Goltz Gérard, est autorisé à enseigner dans les classes des écoles primaires protestantes de Papeete.

Par décision n° 3018 E/IA du 4 décembre 1969.— A compter du 1^{er} octobre 1969, Mlle Suen Antoinette, est autorisée à enseigner dans les classes des écoles primaires protestantes de Papeete.

Par décision n° 3024 E/IA du 4 décembre 1969.— Sont supprimées, pour compter de la rentrée universitaire 1969-1970, les bourses territoriales des étudiants dont les noms suivent, nouveaux bénéficiaires d'une bourse sur le budget de l'Etat :

Lam Joseph	Oliver Jimmy
Ien Fa Woui You	Siennie Irma
Moux Anne	Tetuanui Monil.

Par décision n° 3038 E/IA du 8 décembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Touniou Richard, est autorisé à enseigner dans les classes du 1^{er} degré des établissements d'enseignement catholique du territoire.

Par décision n° 3039 E/IA du 8 décembre 1969.— A compter du 15 septembre 1969, M. Chun Kim Sou Anne-Marie, est autorisé à enseigner dans les classes du 1^{er} degré des établissements d'enseignement catholique du territoire.

Par décision n° 3105 E/IA du 12 décembre 1969.— Les allocations attribuées ou renouvelées par décision n° 2236 E/IA du 5 septembre 1969 sont supprimées pour compter de la rentrée scolaire 1969-1970 aux étudiants dont les noms suivent :

Frogier Adolphe : bourse de catégorie D

Leou Tham Justin : aide scolaire égale au montant d'une bourse de catégorie D

Est transformé en bourse de catégorie D, pour compter de la rentrée universitaire 1969-1970, l'aide scolaire précédemment attribuée par décision n° 2236 E/IA du 5 septembre 1969 à Mlle Varney Yvane, étudiante à la faculté des lettres et sciences humaines de Nice.

Une bourse de catégorie D est attribuée pour l'année universitaire 1969-1970 à chacun des étudiants dont les noms suivent pour la poursuite de leurs études en métropole :

- Colombani Patrice (étudiant de 2^e année à la faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence).

- de Schœnburg Mihimana (faculté des lettres et sciences humaines de Nice - licences de lettres : anglais).

* * *

FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 2912 FT du 21 novembre 1969.— L'article 1^{er} de la décision n° 2435 FT du 26 septembre 1969 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

un prêt d'honneur égal à une bourse de catégorie D pendant l'année scolaire 1968-1969 est accordé à Mlle Laussan Eliane.

Lire :

un prêt d'honneur égal à une bourse de catégorie D est accordé pour l'année scolaire 1969-1970 à Mlle Laussan Eliane.

Par décision n° 3035 FT du 8 décembre 1969.— Un prêt d'honneur égal à une bourse de catégorie D pendant l'année scolaire 1969-1970 est accordé à M. Puchon Gilles ;

Il sera versé par l'office de coopération et d'accueil universitaire dans les mêmes conditions qu'une aide scolaire.

Le remboursement en sera effectué en cinq annuités égales et consécutives, la première un an après la fin des études.

* * *

GENDARMERIE

Par arrêté n° 2915 GEND du 24 novembre 1969.— Le militaire de la gendarmerie désigné ci-après est habilité à exercer, sur toute l'étendue du territoire de la Polynésie française, les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République.

Gendarme Seus Joachim.

Par décision n° 2949 GEND du 27 novembre 1969.— Outre les missions qui lui sont dévolues par son arme et qui restent primordiales, le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul, commandant la brigade de gendarmerie de Bora Bora assurera, sous le contrôle et l'autorité de l'administrateur, chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent, les fonctions de :

- chef de poste administratif des îles de Bora Bora, Maupiti et Tupai, avec résidence à Vaitape (Bora Bora)
- agent spécial
- chargé des contributions
- chargé de la douane
- commissaire de police avec contrôle sur les agents de police de sa circonscription
- correspondant de la caisse de compensation des prestations familiales
- directeur de prison
- maître de port et syndic de la navigation
- porteur de contraintes.

Le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul pourra prétendre aux diverses indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul prendra ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

* * *

JUSTICE

Par arrêté n° 2886 J du 20 novembre 1969.— La composition du conseil de curatelle de la Polynésie française pour l'année judiciaire 1969-1970 est fixée comme suit :

MM. Combes, vice-président du tribunal supérieur d'appel de Papeete,	Président
Delmée, procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete,	Membre
Luciani, chef du service de affaires administratives,	Membre

Par arrêté n° 2934 J du 25 novembre 1969.— Les militaires de la gendarmerie désignés ci-après sont habilités, sur toute l'étendue de l'île de Tahiti et de Moorea ainsi que dans le ressort de la circonscription administrative des îles Sous-le-

Vent, à percevoir les amendes forfaitaires pour les contraventions de simple police relatives à la police de la circulation :

Maréchaux des logis chefs : Fargettas Alexandre
Hellegouarc'h Lucien
Langlois Roger
Peuvrel Paul

Gendarmes : Porcheron Jean
Seus Joachim
Vincent Jean.

Par arrêté n° 2948 J du 27 novembre 1969.— Le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul, chef de poste administratif des îles de Bora Bora, Maupiti et Tupai, avec résidence à Vaitape (Bora Bora), est chargé des fonctions d'huissier et est investi de fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite, en remplacement du maréchal des logis-chef Visiedo André, appelé à d'autres fonctions.

Avant d'entrer en fonctions, le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul, prêter les serments prescrits par la loi.

Le maréchal des logis-chef Peuvrel Paul, assumera ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

Par arrêté n° 3126 J du 15 décembre 1969.— Est constatée, à compter du 2 décembre 1969, date de son retour dans le territoire, la reprise de ses fonctions par M. Brange, juge au tribunal de Papeete.

* * *

SECRETARIAT GENERAL

Par arrêté n° 3037 SG du 8 décembre 1969.— Les articles 3 et 7 de l'arrêté n° 542 SG du 1^{er} mars 1965 portant création du comité de coordination des télécommunications en Polynésie française sont complétés comme suit :

- Article 3 :

Entre un représentant du commissariat à l'énergie atomique et un représentant de la marine nationale

ajouter :

le colonel commandant le BIMAT ou son représentant

- Article 7 :

Entre l'officier général commandant le centre d'expérimentations du Pacifique et le commandant de la marine nationale en Polynésie

ajouter :

le colonel commandant le BIMAT.

AVIS OFFICIELS

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire

en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} janvier 1970 sur une demande formulée par Mademoiselle Tatare Edna demeurant à Nunue (Bora-Bora), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque Lister de 14 KVA sur la terre "Atitupahu" sise au district de Nunue (Bora-Bora).

Cette installation est classée 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 janvier 1970 à 17 heures.

M. Rebourg Henry, chef de la subdivision des TP/ISLV, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 17 décembre 1969.

Pour le gouverneur, chef du territoire :

*Le chef de la circonscription administrative
des Îles Sous-le-Vent,*

R. ANGELIER.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 1^{er} janvier 1970 sur une demande formulée par M. Poignant Jean, demeurant à Faas PK 4,500, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie à Faas PK 6,400 (propriété Snow, côté montagne).

Cette installation comprendra :

- 1 groupe électrogène de 19 KVA
- 1 combinée 6 CV - 1 scie circulaire 2,5 CV - 1 mortaiseuse 3 CV
- 1 scie à ruban 1,5 CV - 1 scie à ruban 3 CV - 1 dégauchisseuse 1 CV
- 1 affuteuse 0,75 CV - 1 tronçonneuse 1 CV - 1 touret meule 1/3 CV.

Cette installation est classée 2^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 janvier 1970 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 22 décembre 1969.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	101, 28
CANADA.....	1 dollar canadien	94, 30
TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS.....	1 fr Djibouti	—
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	—
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	27, 45
AUTRICHE.....	1 schilling	3, 92
BELGIQUE.....	1 franc belge	2, 04
DANEMARK.....	1 couronne danoise	13, 53
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	242, 79
ITALIE.....	100 liras	16, 14
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	14, 19
PAYS-BAS.....	1 florin	27, 92
PORTUGAL.....	1 escudo	3, 51
SUEDE.....	1 couronne suéd.	19, 60
SUISSE.....	1 franc suisse	23, 52
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	19, 95
TUNISIE.....	1 dinar	192, 35
AUSTRALIE.....	1 dollar	113, 13
HONG-KONG.....	1 dollar	16, 69
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 dollar	113, 35
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Mes. Gérard COPPENRATH et Claude GIRARD
Avocats-Défenseurs

Notification a été faite à la requête de M. le Gouverneur de la Polynésie Française pour lequel domicile est élu 4 rue du Commandant Destremeau en l'Etude des avocats-défenseurs susnommés, suivant exploit du ministère de Me. Richard MAI, Huissier à Papeete le 3 Décembre 1969.

A Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete, en son Parquet au Palais de Justice ;

De l'expédition d'un acte dressé au greffe du Tribunal de Papeete le 6 Novembre 1969, enregistré le 14 Novembre 1969 F° 100 Bord : 3827/13, constatant le dépôt fait au greffe ledit jour de la copie collationnée d'un acte en la forme administrative contenant vente au profit du Territoire de la Polynésie Française de deux parcelles de la terre «KOHUNUI» ou «KOHUHUNUI» sises à Taiohae, Ile de Nuku-Hiva (Marquises) d'une superficie de 1.044 m2 moyennant le prix de Cent quatre mille quatre cents francs (104.400 frs CP) par Mademoiselle Philomène TAMARIL.

Avec déclaration à Monsieur le Procureur de la République que la présente notification lui est ainsi faite conformément à l'article 2.194 du Code Civil pour qu'il eût à prendre telle

inscription d'hypothèque légale qu'il aviserait dans le délai de deux mois et que faute par lui de se mettre en règle dans ledit délai, l'immeuble dont s'agit sera et demeurera définitivement purgé de toutes hypothèques de cette nature entre les mains du requérant.

Déclarant en outre à Monsieur le Procureur de la République que Mademoiselle Philomène TAMARII venderesse était propriétaire des parcelles vendues en vertu d'un jugement du Tribunal de Paix à compétence ordinaire des Iles Marquises en date du 21 août 1962 - enregistré à Papeete le 22 Novembre 1962 - Volume 55 - Folio 53 - n° 579 et transcrit au bureau des hypothèques de Papeete le 12 février 1963 - volume 440 - n° 44, lequel jugement ayant ordonné le partage de biens provenant de la succession de Julienne TAUPOTINI épouse Jules TAMARII, décédée le 26 juin 1953 à Pirae, laissant pour lui succéder ses enfants et petits-enfants dont Madame Philomène TAMARII, venderesse aux présentes ;

Madame Julienne TAUPOTINI était propriétaire de l'ensemble de la terre « KOHUNU » tant en vertu d'un retrait successoral ordonné par jugement du 11 janvier 1952 transcrit volume 355 - n° 32 contre la dame Cinna PIETRI des 4/5 aliénés par ses frères et sœurs en faveur de ladite dame, qu'en sa qualité d'héritière pour 1/5 dans la succession de son père TAUPOTINI qui s'était vu attribuer ladite terre par décision n° 9 du 5 avril 1904.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions d'hypothèques légales n'étant pas connus du requérant, il fera publier la présente notification dans le *Journal Officiel* conformément à l'avis du Conseil d'état du 9 Mai 1807.

Pour insertion :

G. COPPENRATH.

Etude de Mes. Gérard COPPENRATH et Claude GIRARD
Avocats-Défenseurs

Notification a été faite à la requête de M. le Gouverneur de la Polynésie Française pour lequel domicile est élu 4 rue du Commandant Destremeau en l'Etude des avocats-défenseurs susnommés, suivant exploit du ministère de Me. Richard MAI, Huissier à Papeete le 3 Décembre 1969.

A Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete, en son Parquet au Palais de Justice ;

De l'expédition d'un acte dressé au greffe du Tribunal de Papeete le 6 Novembre 1969, enregistré le 14 novembre 1969 F° 100, Bord : 3827/12, constatant le dépôt fait au greffe ledit jour de la copie collationnée d'un acte en la forme administrative contenant vente au profit du Territoire de la Polynésie Française, d'une parcelle de 35 mètres carrés dépendant du lot n° 30 de la terre AFARERII moyennant le prix de Trente cinq mille francs (35.000 frs CP) par Mademoiselle You THAI SAN KOUAY et Monsieur SHINC TAE TCHANG LAM.

Lui déclarant que la présente notification lui est ainsi faite conformément à l'article 2.194 du Code Civil pour qu'il eût à prendre telle inscription d'hypothèque légale qu'il aviserait dans le délai de deux mois et que faute par lui de se mettre en règle dans ledit délai, l'immeuble dont s'agit sera et demeurera définitivement purgé de toutes hypothèques de cette nature entre les mains du requérant.

Déclarant en outre à M. le Procureur de la République que Mademoiselle You THAI SAN KOUAY et Monsieur SHINC

TAE TCHANG LAM étaient propriétaires du lot n° 30 de la terre « AFARERII » dont a été détachée la parcelle vendue chacun pour moitié pour l'avoir acquise de Monsieur Eugène DEGAGE suivant acte de vente établi par devant Me. LEJEUNE Notaire à Papeete, le 2 Mai 1967, acte enregistré le 5 Mai 1967 volume 106 — n° 99 — n° 270 et transcrit au bureau des Hypothèques de Papeete le 22 Mai 1967, volume 509 — n° 61 ;

M. Eugène DEGAGE avait acquis ce lot de Mlle. Taurirou DEGAGE suivant acte reçu par Me. LEJEUNE Notaire les 6 et 9 Décembre 1961 par acte transcrit volume 426 — n° 33. La venderesse en était propriétaire par acte reçu par Me. LEJEUNE le 1er décembre 1959 contenant partage partiel de la terre « AFARERII » volume 404 n° 24.

La Société civile AFARERII avait acquis la terre dont dépendait le lot n° 30 de M. et Mme. Roger GUILPAIN par acte du 30 avril 1953 transcrit volume 363 — n° 57. Les vendeurs audit acte l'avaient acquise de M. Bernard RAYNAUD par acte du 21 Septembre 1940, transcrit volume n° 313 n° 47.

Et que tous ceux du chef desquels, il pourrait être pris des inscriptions d'hypothèques légales n'étant pas connus du requérant, il fera publier la présente notification dans le *Journal Officiel* conformément à l'avis du Conseil d'état du 9 Mai 1807.

Pour insertion :

G. COPPENRATH.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu les quinze et vingt et un janvier mil neuf cent soixante neuf par Monsieur Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, ayant alors suppléé Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire, la SOCIETE AGRICOLE DE VAHIRIA, société civile dont le siège est à Papeete rue Bréa, a vendu au TERRITOIRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE, une parcelle du lot 1 du domaine VAHIRIA, sis à Mataiea, d'une superficie de SIX CENT QUATRE VINGT UN METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de DEUX CENT QUATRE MILLE TROIS CENTS FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Hiro Paul LEVY, chauffeur, demeurant à Papeete quartier de Tipaerui, époux de Madame Mi-reille PALMER,
- 2° — Monsieur Léandre Anapa DROLLET, demeurant à Papeete,
- 3° — Madame Tearitua HAMBLIN, sans profession, épouse de Monsieur Georges BUIILLARD,

- 4° — Madame Tetua Hutia HAMBLIN, sans profession, demeurant à Papeete, veuve de Monsieur KERMARREC,
- 5° — Mademoiselle Tetua Hutia HAMBLIN, sans profession, demeurant à Papetoai (Moorea),
- 6° — Mademoiselle Faimano HAMBLIN, sans profession, demeurant à Vairao,
- 7° — Monsieur Hiapo HAMBLIN, sans profession, demeurant à Papeete,
- 8° — Mademoiselle Tefaarere HAMBLIN, sans profession, demeurant à Papeete,
- 9° — Mademoiselle Tefaaea MOEROA, propriétaire, demeurant à Papeete,
- 10° — Mademoiselle Teeeva Tevaavaaura PAPARA, propriétaire, demeurant à Mataiea,
- 11° — Madame Faatiarau HAMBLIN, propriétaire, demeurant à Papeari,
- 12° — Monsieur Lucien Teriiteanau DROLLET, propriétaire, et Madame Emilie Victorine KELLER, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 13° — Monsieur Georges DROLLET, né à Mataiea le vingt deux avril mil neuf cent douze,
- 14° — Monsieur Henri Taitapu DROLLET, né à Mataiea le vingt huit octobre mil neuf cent dix huit,
- 15° — Monsieur Johann Milton Amour Atahira DROLLET, né à Papeete le quatre août mil neuf cent trente huit,
- 16° — Mademoiselle Nani Amélie Mildred Juanita DROLLET, née à Papeete le seize décembre mil neuf cent trente neuf,
- 17° — Monsieur Louis Charles Eugène LEVY, propriétaire, et Madame Tutemahine TUMAHAI, sa seconde épouse demeurant ensemble à Papeete,
- 18° — Monsieur Germain Roland Max LEVY, entrepreneur, demeurant à Papeete,
- 19° — Monsieur Alfred Lubin LEVY, demeurant à Beaumont (Californie) Etats-Unis d'Amérique, 74 Maple Street,
- 20° — Madame Arlette Pura LEVY, épouse de Monsieur John Russel REASIN, propriétaire, avec lequel elle demeure à Paea,
- 21° — Monsieur Gustave Louis Heeuri LEVY, propriétaire, demeurant à Papeete, époux de Madame Yvette Lucienne Marguerite PAQUIER,
- 22° — Madame Lisette Tu LEVY, sans profession, épouse de Monsieur Louis Alexis MARTIN, mécanicien, avec lequel elle demeure à Papeete,
- 23° — Madame Charlotte Teipo LEVY, épouse de Monsieur Jean Walter Tepuatauni GRAND, commerçant, avec lequel elle demeure à Papeete,
- 24° — Et Mademoiselle Huguette Hinano LEVY, mineure, née à Papeete le neuf avril mil neuf cent trente trois.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, les vingt six et trente et un mars mil neuf cent soixante neuf, Monsieur Henri DEGAGE, menuisier, et Madame Cécile ZIMA, infirmière, son épouse, demeurant ensemble à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) rue de la République, ont vendu

au TERRITOIRE DE LA POLYNESIE FRANCAISE, une parcelle du lot n° 8 de l'ancien domaine MARCILLAC sis à Arue, d'une superficie de TROIS CENT QUATRE VINGT QUATORZE METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de TROIS CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Maximin Teraitua PIHATARIOE (dit Coco MICHELI), cultivateur, et Madame Rarauru OPUU, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 2° — Monsieur Tiai Maréchal PIHATARIOE (dit Marcel MICHELI), cultivateur, demeurant à Arue, époux de Madame Irène Tetumareva Tahiapu TEUITETE,
- 3° — Monsieur Teanuanua Jean-Pierre PIHATARIOE (dit MICHELI), cultivateur, demeurant à Pirae, époux de Madame Haereraaroa Emma GARBUTT,
- 4° — Madame Ruita Teura PIHATARIOE (dite MICHELI), sans profession, épouse de Monsieur Stefan Meydel HANDERSON, électricien, avec lequel elle demeure à Arue,
- 5° — Madame Rose Me Taunuia PIHATARIOE (dite MICHELI), sans profession, épouse de Monsieur Eric Vincent Erskin GOURNAC, mécanicien avec lequel elle demeure à Arue,
- 6° — Monsieur Tauniua PIHATARIOE, et Madame Faaratua TETUANUI, son épouse, demeurant ensemble à Arue,
- 7° — Et Monsieur Joseph Louis MARCILLAC, officier d'artillerie et Madame Georgine HOPPENSTEDT, son épouse, demeurant ensemble à Arue.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete le vingt cinq avril mil neuf cent soixante neuf, Monsieur Frédéric HAERERAROA, entrepreneur de Transports, demeurant à Papeete, avenue Georges Bambridge, époux de Madame Virginie GARBUTT, a vendu à la COMMUNE DE PIRAE, une parcelle de la terre FAATEA V sise à Pirae, en façade sur la rue Tuterai Tane, dénommée également route de la vallée de Nahoata ou route de l'hippodrome, d'une su-

perficie de CENT QUINZE METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de CENT TROIS MILLE CINQ CENTS FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Tatahiata RAVEINO, demeurant à Pare, époux de Madame Tetia TAIHOA,
- 2° — Mademoiselle Teaiia RAVEINO, sans profession, demeurant à Pirae, célibataire,
- 3° — Monsieur Faahoa RAVEINO et Madame Teuira HIORIMA, son épouse, demeurant ensemble à Pirae,
- 4° — Monsieur Teheura RAVEINO, sans profession, demeurant à Pirae, célibataire,
- 5° — Monsieur Temauri RAVEINO, cultivateur, et Madame Huitoofa TEUATOTO, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 6° — Mademoiselle Toomaru RAVEINO, sans profession, demeurant à Papeete, quartier de Mamao, célibataire,
- 7° — Mademoiselle Tatahiata RAVEINO, employée, demeurant à Papeete, avenue du Prince Hinoi, célibataire,
- 8° — Mademoiselle Faaitoa RAVEINO, dite Pepe, employée, demeurant à Pirae, célibataire,
- 9° — Monsieur Terootae RAVEINO, demeurant à Papeari, célibataire,
- 10° — Monsieur Tetuanui RAVEINO, dit Tihoni, demeurant à Papeete, quartier de Fautaua, célibataire,
- 11° — Monsieur Teahuma RAVEINO, dit Tehau, demeurant à Pirae, célibataire,
- 12° — Mademoiselle Raitua RAVEINO, employée, demeurant à Arue, célibataire,
- 13° — Monsieur Temauri RAVEINO, demeurant à Papeete, quartier de Mamao, célibataire,
- 14° — Monsieur Vaitua RAVEINO, sans profession, demeurant à Pueu, époux de Madame Maunu TAATAE,
- 15° — Mademoiselle Ariia Horoa RAVEINO, née à Pueu le deux juillet mil neuf cent vingt cinq,
- 16° — Monsieur Terehira RAVEINO, né à Pueu le dix septembre mil neuf cent vingt sept,
- 17° — Mademoiselle Augustine Tetuanui RAVEINO, née à Pueu, le quatorze septembre mil neuf cent trente,
- 18° — Mademoiselle Mere RAVEINO, née à Pueu le premier juin mil neuf cent trente trois,
- 19° — Et Monsieur Toofa RAVEINO, né à Pueu le neuf octobre mil neuf cent vingt neuf.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete les trois et seize avril mil neuf cent soixante neuf, Monsieur Mahuru dit Etienne AUBRY, cultivateur, et Madame Teriifaatuarai Tetua Céline MOARII, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à Faaa, ont vendu à la COMMUNE DE FAAA la terre VAITEA 1 sise à Faaa, d'une superficie de QUATRE HECTARES QUATORZE ARES QUARANTE CENTIARES QUARANTE CINQ DECIMETRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de DIX MILLIONS DE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt six juin mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du vingt sept novembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur François DOSEK, propriétaire, demeurant à Papeete,
- 2° — Monsieur Serge CZEREFKOW (dit Serge GRES) artiste-peintre, demeurant à Paea,
- 3° — Monsieur Ernest MORRIS, propriétaire, demeurant à Faaa,
- 4° — Et Monsieur LAI YANG HOUAI, de nationalité chinoise, titulaire de la carte d'identité n° 1357, cultivateur, demeurant à Faaa.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete les quatorze et vingt deux avril mil neuf cent soixante neuf, Monsieur John Ariiaranoa Gadiot HARDIE, garagiste, demeurant à Pirae, époux de Madame Bevely Edna ROBERTSON, a vendu au TERRITOIRE DE LA POLYNESIE FRANCAISE une parcelle du lot n° 7 de la terre URUMARU sise à Pirae, d'une superficie de MILLE DEUX CENT QUARANTE TROIS METRES CARRES, moyennant, outre les charges le prix principal de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le

premier septembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du vingt sept novembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Yannick RAFFIN, assureur, et Madame Florence Welma Henere TEMARII, son épouse, demeurant ensemble à Pirae,
- 2° — Monsieur Terihauatua TAIRUA, cultivateur, demeurant à Haapiti, célibataire,
- 3° — Madame Raiatua TAIHIA, sans profession, demeurant à Pirae veuve de Monsieur Faaruea MAITU,
- 4° — Madame Tariirii RUAI, propriétaire, demeurant à Pirae,
- 5° — Madame Teahumarae TAMAITIURI ou MAITIURI, sans profession, épouse de Monsieur Mamai TETIAMANA, cultivateur, avec lequel elle demeure à Pirae,
- 6° — Monsieur Tariirii Maitiuri FAATOA, propriétaire, demeurant à Pare-Pirae, célibataire,
- 7° — Madame Tetuanui Marama TIAIPOI, sans profession, épouse de Monsieur Pairiarai TAIRUA, pêcheur, avec lequel elle demeure à Pirae,
- 8° — Monsieur Tehina TAIRUA, cultivateur, demeurant à Rairoa (Tuamotu) époux de Madame Sophie TERIITEHAU,
- 9° — Monsieur Terihauatua TAIRUA, pêcheur, demeurant à Pirae, célibataire,
- 10° — Monsieur Tera TAIRUA, pêcheur, demeurant à Pirae, célibataire,
- 11° — Mademoiselle Tetuanui TAIRUA, sans profession, demeurant à Pirae célibataire,
- 12° — Et Madame Florence Emere TAIRUA, sans profession, épouse de Monsieur Lucien Tanaheera TEMARII, instituteur avec lequel elle demeure à Pirae,

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete les vingt neuf mai et quatre juin mil neuf cent soixante neuf, la SOCIETE IMMOBILIERE DE LA POLYNESIE, société anonyme ayant son siège social à Papeete 2 Place Notre-Dame, inscrite au registre du commerce sous le numéro 24 B, a vendu au TERRITOIRE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE une partie du domaine HEBERONA, sis à Faaa, d'une

superficie de TRENTE NEUF HECTARES SEPT ARES, moyennant, outre les charges, le prix principal de ONZE MILLIONS SEPT CENT VINGT ET UN MILLE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Compagnie Immobilière de Saigon-Cholon, société anonyme dont le siège est à Nouméa (Nouvelle-Calédonie),
- 2° — Madame Aline MERVIN, sans profession, épouse de Monsieur Alexis VAIRAAROA, avec lequel elle demeure à Papeete,
- 3° — Pacific Lands Development Society dont le siège est à Independence (Missouri-USA),
- 4° — Monsieur Joseph H. YAGER, missionnaire, demeurant à Auditorium Independence (Missouri-USA),
- 5° — Madame Toofa TEUIA, propriétaire, demeurant à Papeete,
- 6° — Et Monsieur Albert V. CARLSTROM et son épouse, demeurant ensemble dans le Compté de Jackson (USA).

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le vingt quatre juin mil neuf cent soixante neuf, Monsieur Stefan TENKOFF, administrateur de sociétés et Madame Irène JIVOTOWSKI, son épouse, demeurant ensemble à 800 West Las Palmas Drive Fullerton (Californie) et Monsieur François HINTZE, commerçant, et Madame Simone SALMON, son épouse, demeurant ensemble à Punaauia PK 15, ont vendu à l'ETAT FRANÇAIS (Ministère des Transports-Direction des Bases Aériennes) une propriété sise à Faaa lieudit « LES TROPQUES » d'une superficie d'environ VINGT CINQ MILLE METRES CARRES, et les droits des vendeurs et de tous précédents propriétaires aux concessions de parcelles du domaine public maritime y attachées, moyennant, outre les charges, le prix principal de DIX HUIT MILLIONS CENT QUATRE VINGT UN MILLE HUIT CENT DIX HUIT FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le

vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — SOCIETE HOTELIERE DE TAHITI, société anonyme ayant eu son siège social à Papeete 306 rue du Général de Gaulle,
- 2° — Monsieur Jean-Louis BLONDEL, propriétaire, et Madame Jeanne LE CAMPANEC, son épouse, demeurant ensemble à Auaé,
- 3° — Mademoiselle Violette Smith BERGERE, docteur en médecine, demeurant à Auaé,
- 4° — Et Monsieur Wacław Szerniawa CZERNIEWSKI, propriétaire, demeurant à Auaé.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu le neuf juin mil neuf cent soixante neuf par Monsieur Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, ayant alors suppléé Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire,

- 1° — Madame Germaine Marie Marthe SERVANT, sans profession, demeurant à Pirae, veuve de Monsieur Clément Adalbert François COPPENRATH,
- 2° — Monsieur Gérald Horace Namatanuiouutu COPPENRATH, avocat-défenseur, demeurant à Papeete, rue du Commandant Destremeau, époux de Madame Claude Maeva THIREL,
- 3° — Monseigneur Michel Gaspard Marie Pierre Tetuanui-faataoaotaitaputaputea COPPENRATH, archevêque de Tahiti, demeurant à Papeete,
- 4° — Et Monsieur Hubert Clément Marie Johannès COPPENRATH, curé de la Cathédrale, demeurant à Papeete, Place Notre-Dame,

Ont vendu à la COMMUNE DE PIRAE, une parcelle de la propriété COPPENRATH dépendant des terres TAMARU et VAIAA I, sises à Pirae, d'une superficie de CINQ MILLE METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de SEPT MILLIONS CINQ CENT MILLE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois

décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Gaspard COPPENRATH, négociant et Madame Esther BAMBRIDGE, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 2° — Monsieur Daniel KEANE et Madame Ruth CLARK, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 3° — Monsieur Clément COPPENRATH, directeur commercial, demeurant à Pirae,
- 4° — Mademoiselle Léonie COPPENRATH, propriétaire, demeurant à Fautaua, célibataire,
- 5° — Madame Hélène COPPENRATH, épouse de Monsieur Henri BODIN, propriétaire, avec lequel elle demeure à Pirae,
- 6° — Madame Pauline COPPENRATH, épouse de Monsieur Walter REICHMANN, avec lequel elle demeure à San Francisco (Californie) 1209 Bush Street,
- 7° — Mademoiselle Joséphine COPPENRATH, demeurant à Mar Vista (Californie) 3945 Grand View,
- 8° — Monsieur Léon COPPENRATH, propriétaire, demeurant à Fautaua, célibataire,
- 9° — Mademoiselle Olivette COPPENRATH, propriétaire, demeurant audit lieu, célibataire,
- 10° — Monsieur Jean COPPENRATH, propriétaire, demeurant à Fautaua,
- 11° — Monsieur Frédéric COPPENRATH, demeurant à San Francisco,
- 12° — Monsieur Alfred COPPENRATH, demeurant à San Francisco,
- 13° — Monsieur Théodore COPPENRATH, propriétaire, demeurant à Fautaua, époux de Madame WINCHES-TER,
- 14° — Monsieur François Adalbert COPPENRATH, sans profession, demeurant à Pirae, célibataire,
- 15° — Mademoiselle Augusta COPPENRATH, propriétaire, demeurant à Pirae, quartier de Fautaua,
- 16° — Monsieur Emmanuel ROUGIER, propriétaire, demeurant à Papeete,
- 17° — Et Madame Germaine SERVANT, veuve de Monsieur Clément COPPENRATH, susnommée, demeurant à Pirae.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, les douze et dix sept juin mil neuf cent soixante

neuf, Madame Irène Maeva Tehinatautu ADAMS, employée à la banque de l'Indochine, épouse de Monsieur Anton Angélus Peter WAGNER, mécanicien, avec lequel elle demeure à Papeete avenue Pomare V, a fait échange avec la COMMUNE DE PAPEETE, d'une parcelle du lot n°2 du partage de la propriété ADAMS, sise à Papeete, avenue Pomare V, ladite parcelle de forme triangulaire d'une superficie de SEIZE METRES CARRES. Cet échange a eu lieu sans soulte ni retour de part ni d'autre.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le premier septembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du vingt sept novembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur William Réginald Taaroanui ADAMS, propriétaire, demeurant à Faariipiti,
- 2° — Monsieur Puaita MAI, propriétaire, demeurant à Pare,
- 3° — Madame Herminia Temaiheariitainuu ADAMS, épouse de Monsieur Victor HERAULT,
- 4° — Et Madame Noële ADAMS, épouse de Monsieur Emmanuel LUCAS, pilote, avec lequel elle demeurait à Papeete.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le vingt juin mil neuf cent soixante neuf, Madame Terliemoe HOATA, sans profession, demeurant à Auae-Faaa, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Léon Augustin LHERBIER, a vendu à la COMMUNE DE FAAA une parcelle de la terre FAAREA, dénommée également MATAREAREA sise à Faaa, d'une superficie de HUIT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix principal de DEUX MILLIONS CINQ CENT TRENTE CINQ MILLE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — Monsieur Anthelme BUIILLARD, et Madame Mathilde TUMAHAI, son épouse, demeurant ensemble à Papeete,
- 2° — Monsieur Michel LHERBIER, docteur en médecine, demeurant à Hammamet (Tunisie),
- 3° — Madame Geneviève LHERBIER, sans profession, épouse de Monsieur Jean MAUROIS, docteur en médecine, avec lequel elle demeure à Ronchin (Nord) 32, rue des Fleurs,
- 4° — Madame Elisa BUIILLARD, sans profession, épouse de Monsieur Marcel BRANDER, avec lequel elle demeure à Papeete,
- 5° — Monsieur Joseph BUIILLARD, propriétaire, demeurant à Papeete,
- 6° — Et Madame Jeanne BUIILLARD, sans profession, épouse de Monsieur Léon ASSAUD, propriétaire, avec lequel elle demeure à Papeete,

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

P. Mozelle, notaire par intérim.

Pour insertion :

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

PURGE HYPOTHEQUES LEGALES

Suivant contrat reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, les quatorze et dix neuf août mil neuf cent soixante neuf, la SOCIETE TAHITIENNE DE PARTICIPATIONS IMMOBILIERES a vendu au TERRITOIRE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE quatre parcelles dépendant du domaine d'ATI-MAONO, sises à Mataiea PK 41,900, d'une superficie totale de DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE METRES CARRES, moyennant, outre les charges, le prix de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SEPT CENT CINQUANTE FRANCS.

Copie collationnée de ce contrat de vente a été déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete le vingt et un novembre mil neuf cent soixante neuf suivant acte de dépôt dressé le même jour.

Notification de l'acte constatant ce dépôt a été faite suivant exploit de Me Richard MAI, huissier à Papeete en date du trois décembre mil neuf cent soixante neuf, à Monsieur le Procureur de la République près ledit Tribunal.

Avec déclaration que la notification lui était faite en conformité de l'article 2194 du code civil, pour qu'il eût à requérir telles inscriptions d'hypothèque légale qu'il jugerait à propos dans le délai de deux mois, et que faute de ce faire dans ce délai, l'immeuble sus-désigné demeurerait purgé de toutes hypothèques de cette nature.

Que les anciens propriétaires connus dudit immeuble étaient :

- 1° — La Société ATIMAONO, société anonyme au capital de deux millions de francs dont le siège était à Papeete,
 2° — Monsieur CHIN YEN, n° 980, propriétaire et industriel, demeurant à Papeete,
 3° — Monsieur Hippolyte MALARDE, propriétaire et industriel, et Madame Justine Estelle RAOULX, son épouse, demeurant ensemble à Atimaono,
 4° — Et la Société Française Agricole et Industrielle d'Atimaono Raoulx et Fils et Compagnie, société en commandite par actions ayant son siège social à Papeete.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions pour cause d'hypothèque légale n'étant pas connus de l'acquéreur, ladite notification serait publiée conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807.

Pour insertion :

P. Mozelle, notaire par intérim.

GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

Registre du commerce

Inscriptions du 1er juillet au 30 novembre 1969.

- 1-7-69 N° 3379-A TEHAAMARU Nehemia, Punaania P.K. 8
 1-7-69 N° 3380-A Mme NEUFATTE Jacqueline, Paopao — Moorea
 1-7-69 N° 3381-A NHUN FAT Kim Then, Paopao — Moorea
 3-7-69 N° 3382-A LEAA THOLU KIAU c.i. N° 8541, Arue P.K. 3,3
 3-7-69 N° 3383-A BLANCHARD Berthy, Francis, Pirae — Tahiti
 4-7-69 N° 3384-A MARITERAGI Maehaganui, Avenue Chef Vairaatoa — Papeete
 7-7-69 N° 3385-A Mme BAUDEQUIN née COHEN Marianne, Rue François Cardella Immeuble Ho Wan — 1er étage
 7-7-69 N° 3386-A TETUARII Maraetotoa, Tipaerui quartier Juventin — Papeete
 8-7-69 N° 3387-A MARITERAGI Edouard Joseph, Enseigne « MARITERAGI — Constructeur de navires », Pamatai — Faaa en face Dexter
 8-7-69 N° 3388-A AIRIMA Hiapo, Faaa P.K. 4,5 & Station du Port
 8-7-69 N° 3389-A MARAEAURIA dit Louis, Marc, Antoine, Tafai, Arue P.K. 3,300
 8-7-69 N° 3390-A Mme de IPOLA - CALDEIRA Edith, Arue P.K. 3,200
 9-7-69 N° 3391-A ZANON ETTORRE Domenico Francesco, Avenue Prince Hinoi chez Raoulx
 9-6-59 N° 3392-A TUNOA Jordan Tetuanui, Pamatai Faaa & Station du Port
 9-7-69 N° 3393-A TEHAHE Daniel, Punaania P.K. 8,100
 10-7-69 N° 3394-A TEHAAVI Auguste, Pirae Lotissement Pater (SETIL)
 10-7-69 N° 3395-A BONICHON Jackie, Arue P.K. 5,5
 11-7-69 N° 3396-A Mlle ON Lolita dite Tehea, Arue — Tahiti P.K. 3,5 derrière Station Mobil
 11-7-69 N° 3397-A Mlle TANG FAT Utahi c.i. 8244, Faaa — P.K. 2,500
 17-7-69 N° 3398-A LEHARTEL Alexandre, Papara — P.K. 36,5

- 21-7-69 N° 3399-A Mme TAUVAUVAU née TUTOI Tina, Tia-rei — P.K. 22,5
 21-7-69 N° 3400-A THEVENIN Michel Jean, Pirae
 21-7-69 N° 3401-A Mme YUK TSAI KI SOI c.i. 7537, Faaa P.K. 4,5
 21-7-69 N° 3402-A Mme CHEUNG KAI FAN Chang Sing Tahiti c.i. 7124, Avera — Raiatea
 21-7-69 N° 3403-A SNOW Marie-José, Arue P.K. 6,7
 22-7-69 N° 3404-A MATAOA Paia Taurere Magasin « TURIPAOA MATAOA », Manihi — Tuamotu
 22-7-69 N° 3405-A Mme AH SING Emma, Uturoa — Raiatea
 23-7-69 N° 3406-A Mme MARITERAGI Tavahine Ahuarii, Avenue Chef Vairaatoa — Papeete
 24-7-69 N° 3407-A Mme TEHAU Repeta, Avatoru — Rangiroa
 24-7-69 N° 3408-A Mlle CHIN Yuck Yine c.i. N° 7609, Avenue G. Bambridge — Papeete
 24-7-69 N° 3409-A Mme CHEVALIER née JAMET Marie-Louise dite MOMO, derrière école Patutoa Avenue Pomare V — Papeete
 24-7-69 N° 3410-A Rosa PEREZ épouse KLIMA « LA BOUTIQUE », Papeete — Place Notre Dame
 29-7-69 N° 3411-A MERCIER Jean, Punaania P.K. 13,500
 31-7-69 N° 3412-A MAN HEN dit MANHEIN, Chemin vicinal Patutoa — Papeete
 31-7-69 N° 3413-A TEUIRA Rereao Joël, Pirae quartier Tuterai — Tahiti
 31-7-69 N° 3414-A OLIVIER Guy, Georges, Super Mahina — Lotissement Datcharry
 31-7-69 N° 3415-A TUPUAITUA Rooau dit Terii, Opoa — Raiatea
 31-7-69 N° 3416-A MOULON Léon, Uturoa — Raiatea.
 1-8-69 N° 3417-A Mme TCHAN née AH CHOU Yvonne Rose, Arue P.K. 5
 1-8-69 N° 3418-A CAVALLIO Gabriel « Ets G. CAVALLIO, Taravao — Piste Garbutt — Tahiti Lot. Oliver
 4-8-69 N° 3419-A Mme TSOONG née LAO Tsiou Lene, Rue Frédéric Gadiot — Chemin Heipua, Pirae
 5-8-69 N° 3420-A Teatea Valentin, Mahina P.K. 10
 6-8-69 N° 3421-A Mme NASH née FONG Fui Font, Magasin AH YEN, Rue du Marché — Papeete
 6-8-69 N° 3422-A LAILLE Abel « Atelier LAILLE », Fare-ute — Papeete
 6-8-69 N° 3423-A Mlle METUA Taurua, Puen - Station Puen Tahiti
 7-8-69 N° 3424-A GOBRAIT John dit Timy, Avenue du Chef Vairaatoa — Papeete
 7-8-69 N° 3425-A KAUTAI Léon, Hakahetau — Ua-Pou
 7-8-69 N° 3426-A HAPIPI Iakopo dit TIAU, Hakatao — Ua-Pou
 8-8-69 N° 3427-A MAIROTO Tahata « Magasin TAHATA », Papara P.K. 34
 8-8-69 N° 3429-A Mme DEANE Louise ép. ROBINET « Epicerie TAAONE », Marché de Pirae
 8-8-69 N° 3428-A Mme TAUMIHAI Annie née PARAUE « LA GROTTTE DE MARAA », Paea P.K. 28,5
 11-8-69 N° 3430-A SANQUER Adrien « TAMARII OPOA », Uturoa — Raiatea
 13-8-69 N° 3431-A TAUMIHAI Maramatahi dit Puru, Faaa - Pamatai

- 14-8-69 N° 3432-A TAVANAE André, Arue P.K. 5,8
 14-8-69 N° 3433-A TAHUHUTERANI Philippe Taahitini « PLOMBERIE PHILIPPE », Lotissement Pater — Pirae
 14-8-69 N° 3434-A CARABASSE Pierre « PARE MONA », Pirae — Avenue du Prince Hinoi
 14-8-69 N° 3435-A TAUOTAHA Eugène Tautu « MONO II », Vaitape — Bora-Bora
 18-8-69 N° 3436-A TARDIVEL Tiatoua Roland, Faaa — Tahiti
 19-8-69 N° 3437-A TCHANG Ah Siu, Takume — Raroia
 19-8-69 N° 3438-A MAITERE Frédéric Puarai, Arue P.K. 5,3
 20-8-69 N° 3439-A BEAUDET Daniel Philippe Raymond, Rue Yves Martin — Pirae
 21-8-69 N° 3440-A A'COURT Trevor Ramon Cédric, Papeete Tahiti — Hôtel Matavai
 21-8-69 N° 3441-A GOURNAC Francis « Atelier Punaania Mécanique Générale », Punaania P.K. 15,100
 21-8-69 N° 3442-A WONG Loy Len Naehu dite Delphine, Avenue Chef Vairaaotoa — Papeete
 21-8-69 N° 3443-A TUIHAA Lopez, Faaa P.K. 5
 21-8-69 N° 3444-A KINNICUTT Philip Heywood, Hôtel Matavai — Papeete
 21-8-69 N° 3445-A TSEN FO CHEE AYEE née MAITI Thérèse, Maiao — Iles du Vent
 25-8-69 N° 3446-A Mme PUAHIO Tutamatauiarii dite Teura, Faaa P.K. 3,100 Face aux Tropiques
 25-8-69 N° 3447-A TEIVA Roland « Plomberie et Installations Sanitaires TEIVA », Mahina — Tahiti
 25-8-69 N° 3448-A BEAUSSART Albert « Bar METROPOLE », 17 rue Edouard Ahnne — Papeete
 26-8-69 N° 3449-A CHANZI Kiam, Takume — Tuamotu
 26-8-69 N° 3450-A CHIN FOO Rosina, Rue Yves Martin près de Simone Martin
 27-8-69 N° 3451-A TINORUA Mireta, Uuroa — Raiatea
 27-8-69 N° 3452-A ZINGUERLET Titona, Iripau — Tahaa
 27-8-69 N° 3453-A Mme VAITE ép. ATEHO Temehan, Faaa P.K. 5 — côté montagne
 27-8-69 N° 3454-A Mme MASSALOU épouse CHATRE Josiane « LE JASMIN », Rue des Ecoles — Papeete
 28-8-69 N° 3455-A Mme LAI née LIEOU Tetua Pitahi, Papeete — Tahiti
 29-8-69 N° 3456-A PRIGENT Gérard François, Papeete - Place Notre Dame
 29-8-69 N° 3457-A NOHOTEMOREA Tahaki dit Pepe, Faaa P.K.5.
 1-9-69 N° 3458-A ITURAGI Inatio, Faaa P.K. 5
 1-9-69 N° 3459-A TUAHU Taoua, Tipaerui — Papeete
 1-9-69 N° 3460-A SANGUE Louis, Fautaua Route Bain Loti quartier J. Roy Bambridge
 1-9-69 N° 3461-A TETARIA Nestor, Papeete Avenue Chef Vairaaotoa
 2-9-69 N° 3462-A CHONG Chung Ying c.i. 8143, Avenue G. Clémenceau — Papeete
 9-9-69 N° 3463-A Mme STARK née LITTEE Paule, Punaania P.K. Résidence Taina
 9-9-69 N° 3464-A Mme RUAHE Teriivanaatua, Marché municipal Papeete
 9-9-69 N° 3465-A Mlle HARAPOI Tetuanui Irène, Allée Pierre Loti — Titiro quartier Maraetefau
 9-9-69 N° 3466-A TEHOTU Tehaupuni, Papeete sans locaux
 10-9-69 N° 3467-A LOPIN Jean, Magasin « Fare Hauna », Papeete — quartier Tipaerui
 12-9-69 N° 3468-A LENFANT Paul Henri, Faaa — Super Marché
 15-9-69 N° 3469-A Mme AMARU née TEEHU Tearere dite Yolande, Taunua — Cours de l'Union Sacrée
 15-9-69 N° 3470-A BAUDE Jean-Pierre, Punaania P.K. 17
 15-9-69 N° 3471-A VILLEMIN Jean-Claude, « Tahiti Air Froid », Résidence Super Mahina
 15-9-69 N° 3472-A BLANC Pierre Marc Clément, « CINEPHOT-CINEMECCA », Papeete — Rue du Cdt Destremeau
 16-9-69 N° 3473-A HAPAIRAI Teahamai dit Amota, Taunua — Papeete
 16-9-69 N° 3474-A Mme CHONG CHONG Ah Chung c.i. 8133 « Chez MARGUERITE », Papeete — Rue Dumont d'Urville face radio Tahiti
 17-9-69 N° 3475-A Pierre DEHORS, Tevaitoa — Raiatea
 18-9-69 N° 3476-A MANARANI Mi Kong, Faaa P.K. 6 Outumaoro
 19-9-69 N° 3477-A COLLENOT Yves Jean-Marie « Tahiti Décor » Punaania P.K. 18
 23-9-69 N° 3478-A Mme BERNARD née TEAGAIOTU Maeva Jeanne, Arue — Tahiti
 23-9-69 N° 3479-A ESSLINGER Roger Eugène, Mécanique Générale — Spécialiste SIMCA « ESSLINGER Roger », Hamuta — Pirae
 24-9-69 N° 3480-A AH SING Wong Sun Kiai, Avenue Clémenceau — Mamao quartier Smith
 26-9-69 N° 3481-A LE CORRE Roger, Arue — Tahiti P.K. 5
 26-9-69 N° 3482-A SANSON Teriitua, Atelier SANSON « Mécanique Générale, Réparation », Fare-Ute — Papeete près la Société Frigorifique
 24-9-69 N° 3483-A TEPOATEA Eugène Auguste, Fakarava — Tuamotu
 30-9-69 N° 3484-A Mme HAUATA née BURNS Ida, Anaa — Tuamotu.
 2-10-69 N° 3485-A TEMARII Pahiumea dit Pahi, Tipaerui Papeete
 2-10-69 N° 3486-A TEHAU Roonui, Vallée de la Mission — Papeete
 2-10-69 N° 3487-A TOAE Ruita épouse TEMAHAGA, Pamatai — Faaa
 2-10-69 N° 3488-A AMO Temaunu, Pirae — Tahiti
 2-10-69 N° 3489-A GOODING Eric Honoura, Paopao — Moorea
 3-10-69 N° 3490-A POROI Naumi Lilian Teata épouse ROBSON, « TOTOE — PAEA » « MANU URA », Paea P.K. 23,8
 6-10-69 N° 3491-A MAONI Charles, Teahupoo P.K. 17
 6-10-69 N° 3492-A PANI Faauea épouse TUHEIVA, Paea P.K. 27
 7-10-69 N° 3493-A FAATAU Marca, Station Port — Papeete
 7-10-69 N° 3494-A HUAATUA David, Station Marché — Papeete
 8-10-69 N° 3495-A Pereco Batetepa a FAURA dite Haumata épouse APA, Niau — Tuamotu
 9-10-69 N° 3496-A TEPAKURU Marc Tahito dit Mareto, Faaa P.K. 4
 9-10-69 N° 3497-A TEPU Adrien, Opoa — Raiatea

9-10-69 N° 3498-A TAMAHAE Remuna, Uturoa — Raiatea
 10-10-69 N° 3499-A BELLAIS Natanaela Maihiva, Tipaerui — Papeete
 10-10-69 N° 3500-A TEMATARU Raioho, Avera — Raiatea
 10-10-69 N° 3501-A TIHONI Philippe Tumuha, Arue — Tahiti
 10-10-69 N° 3502-A TOREA Aimata, Afareaitu — Moorea
 10-10-69 N° 3503-A MOU SIOU Ah Kiau épouse MAURI, Uturoa — Raiatea
 13-10-69 N° 3504-A ANGLADE Michel, Avenue Bruat — Papeete
 13-10-69 N° 3505-A TIHONI William, Mamao — Papeete
 13-10-69 N° 3506-A MAREA Tevabinemamatarii, Papeete
 13-10-69 N° 3507-A Mlle DURIEUX Marie Claude « SPOT CLUB BOUTIQUE », Rue A. Leboucher — Papeete
 13-10-69 N° 3508-A TIHOPU Mildred Roti, Faaa — Tahiti
 13-10-69 N° 3509-A MAI Pedro, Faaa — Tahiti
 15-10-69 N° 3510-A TAVAEA Teriifaatanu, Allée Pierre Loti — Papeete
 15-10-69 N° 3511-A TURERERII Deanna épouse MAHINE-PEU, Papeoai — Moorea
 15-10-69 N° 3512-A LEVIN Antoine, Uturoa — Raiatea
 16-10-69 N° 3513-A ITCHNER Miriama épouse ELLACOTT « TAHITI AQUARIUM FISH », Tipaerui — Papeete
 16-10-69 N° 3514-A TETO Hakamiri dite Justine épouse AHINI, Fakahina — Tuamotu
 16-10-69 N° 3515-A LUTA Stephen Viritua, Rue P. Bernardino — Papeete
 16-10-69 N° 3516-A VERNAUDON Eliza épouse PEIRSEGAELE « Chez Mama ELIZA », Pointe Vénus — Mahina
 17-10-69 N° 3517-A Madame LAUSIN Marguerite, Tipaerui — Papeete
 20-10-69 N° 3518-A TUAIVA Tuahu, Papeari P.K. 53,500
 21-10-69 N° 3519-A MOLLON Georges Armand, Pirae — Tahiti
 21-10-69 N° 3520-A TOPATA Tehitirere épouse FAATAU, Tahiti
 23-10-69 N° 3521-A THOMAS Danièle épouse SAVROT « DAN COUTURE », Rue Clappier — Papeete
 27-10-69 N° 3522-A HUIOTUA Enu a Terihauaitu, Faaa
 27-10-69 N° 3523-A DOUCET Philippe Raymond, Rue Cdt Destremeau — Papeete
 27-10-69 N° 3524-A WONG Yuk Tching épouse LELAY, Port de Papeete
 29-10-69 N° 3525-A MARE Mehemia, Station Marché — Papeete
 29-10-69 N° 3526-A TETUANUI Paul, Paopao — Moorea
 29-10-69 N° 3527-A TAU Anapa, Papeari — Tahiti
 30-10-69 N° 3528-A TEIVA Mateau, Tipaerui — Tahiti
 30-10-69 N° 3529-A GUILLOUX René, Uturoa — Raiatea
 30-10-69 N° 3530-A TSONG HUNG SUNG dit AH SAM, Faaa P.K. 4,500
 31-10-69 N° 3531-A LY KUAI Alexandre, Marché de Papeete
 31-10-69 N° 3532-A CHANSY Alain, Marché de Papeete.
 3-11-69 N° 3533-A TEROU Henri, Apooiti — Uturoa
 4-11-69 N° 3534-A PONIA Daniel Fareura, Tahiti — Polynésie

4-11-69 N° 3535-A FOUCAUD Robert, Mission - près du Stade — Papeete
 6-11-69 N° 3536-A PUTH Jean-Marie, Face à la Cathédrale Papeete
 12-11-69 N° 3537-A LEHARTEL Auguste, Pamatai — Faaa
 12-11-69 N° 3538-A WONG SOI PAN Falitli, Arue P.K. 3,300
 12-11-69 N° 3539-A ARII Eliza épouse BARRAULT « NORMA-FLORE », Fare-Ute — Papeete
 13-11-69 N° 3540-A HORLEY Albert, Uturoa — Raiatea
 14-11-69 N° 3541-A BERNIERE Juanita épouse PITO, Pirae
 17-11-69 N° 3542-A TERIHOHOAPUAITERAI Hama, Taunooa Papeete
 17-11-69 N° 3543-A BECHAZ Guy Oswald « Sté PUGLIN & DANIEL » « BOUNTY CLUB », Rue des Ecoles — Papeete
 18-11-69 N° 3544-A TUAHU Terijtematai, Pamatai — Faaa
 18-11-69 N° 3545-A HOLMAN Jacqueline épouse WONG YUT, Avenue du Bon Pasteur — Papeete
 19-11-69 N° 3546-A MOO FAT Hélène, Uturoa — Raiatea
 19-11-69 N° 3547-A SPIES John Edouard, Pamatai — Faaa
 21-11-69 N° 3548-A LEI FOC LAI KUI PIHIN c.i. n° 7961, Faaa P.K. 4,500
 24-11-69 N° 3549-A GILLE Eléonore « GILLE Eléonore » Faaa
 24-11-69 N° 3550-A OOPA Teheiooro épouse PEU, Station du Marché — Papeete
 24-11-69 N° 3551-A POU Ohlia Tamarama, Paea P.K. 25,800
 24-11-69 N° 3552-A TOKORAGI Tumairere, Fakarava
 25-11-69 N° 3553-A TERIREREITEALAI Tehahe, Utumaooro — Punaania P.K. 8
 27-11-69 N° 3554-A TINORUA Arapi, Nunue — Bora-Bora
 27-11-69 N° 3555-A TANG Isabelle, Avenue Georges Bamberge — Papeete
 27-11-69 N° 3556-A JANNIN Michel Léopold « STATION MOBIL FAUTAU », Angle de l'Avenue G. Clémenceau et l'Allée Pierre Loti — Papeete
 28-11-69 N° 3557-A PAIA a MOANARUA Paiarii « Restaurant PITATE MAMAO », Mamao — Papeete
 28-11-69 N° 3558-A VAHIRUA John, Afareaitu — Moorea

SOCIETES

11-7-69 N° 302-B S.N.C. KOUI WIN YAN & Cie, « Ets KOUI WIN », Rue du 22 septembre — Papeete
 22-7-69 N° 303-B S.A.R.L. MOOREA SERVICE, Afareaitu — Moorea
 31-7-69 N° 304-B S.A. PROCHIMCO, B.P. 1664 — Papeete.
 6-8-69 N° 305-B S.A. « Société Commerciale et Immobilière Africaine des Chargeurs Réunis », M. de Lesmadec — Punaania siège social : 3 Boulevard Malesherbes — Paris 8e
 6-8-69 N° 306-B S.N.C. DEANE & Cie, Arue P.K. 3,500
 18-8-69 N° 307-B S.A. « SONDAGE INJECTIONS FORAGES » Guérin — Papeete B.P. 385 Jean-Paul Dauphin directeur général — 11 avenue du Colonel Bonnet Paris 16e
 22-8-69 N° 308-B S.A.R.L. « Entreprise de Peinture Générale E.P.G. », Papeete — Rue du Commandant Chessée.
 11-9-69 N° 309-B S.N.C. « BOULOC & Cie », Papeete, 8 rue du Général de Gaulle

- 16-9-69 N° 310-B S.A. « SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION HOTELIÈRE DU PACIFIQUE SUD » (SEHPS), 306, rue du Général de Gaulle — Papeete.
- 2-10-69 N° 311-B S. A. R. L. « SOCIÉTÉ POLYNÉSIENNE D'ORGANISATION THÉÂTRALE (S.P.O.T.), Rue du Général de Gaulle — Papeete
- 21-10-69 N° 312-B S.A. « SOCIÉTÉ D'ACHAT ET DE VENTE DE PRODUITS ALIMENTAIRES (SAVA), Fare-Ute — Papeete
- 22-10-69 N° 313-B S.A.R.L. « MOTU UTA », Quai Bir Hakeim — Papeete.
- 6-11-69 N° 314-B Société Anonyme « MINIPRIX DE TAHITI », Fare-Ute — Papeete
- 7-11-69 N° 315-B S. A. R. L. « SABLAGE MÉTALLISATION PEINTURE DU PACIFIQUE » (S.M.P.P.) Tipaerui — Papeete
- 17-11-69 N° 316-B S.A.R.L. « TAHITI ICE CREAM », Chemin Vicinal de Patutoa — Papeete
- 26-11-69 N° 317-B S.N.C. « GIAU et Cie », « TAHITI WASH-MATIC », Quartier de Tipaerui — Papeete

Pour extrait certifié conforme :

Le greffier,
G. REID.

ANNONCES DIVERSES

LOTÉRIE "HALFAYA"

Résultats du tirage du 13 décembre 1969.

LOTS PRINCIPAUX

Le N° 16.028 gagne 1.000.000 francs
 » 12.483 » 500.000 francs
 » 29.335 » 300.000 francs
 » 18.860 » 100.000 francs
 » 22.627 » 50.000 francs

Les numéros : 13.739, 28.319, 15.054, 10.420, 14.787, 21.271, 23.328 et 11.697 gagnent chacun 20.000 francs

LOTS DE CONSOLATION

Les numéros : 16.026, 16.027, 16.029 et 16.030 gagnent chacun 50.000 francs (5 % du 1^{er} lot)
 Les numéros : 12.481, 12.482, 12.484, 12.485 gagnent chacun 25.000 francs (5 % du 2^e lot)
 Les numéros : 29.331, 29.332, 29.333, 29.334 gagnent chacun 15.000 francs (5 % du 3^e lot)
 Les numéros : 18.856, 18.857, 18.858, 18.859 gagnent chacun 5.000 francs (5 % du 4^e lot)
 Les numéros : 22.626, 22.628, 22.629, 22.630 gagnent chacun 2.500 francs (5 % du 5^e lot)

La voiture Renault "Plein air" a été gagnée par le N° 1550.

MAURUURU

Résultats de la tombola "JEUNESSE MATAIEA"

Billet n° 1271	gagne	50.000	Billet n° 3855	gagne	5.000
" n° 2617	"	20.000	" n° 3956	"	2.000
" n° 1912	"	10.000	" n° 3484	"	1.000
" n° 1519	"	5.000	" n° 2593	"	1.000
" n° 3551	"	5.000	" n° 3785	"	1.000

Résultats de la tombola "ENTENTE TEFANA - C.S.A."

Billet n° 2089	gagne	200.000	Billet n° 2234	gagne	5.000
" n° 2547	"	50.000	" n° 2740	"	5.000
" n° 3738	"	25.000	" n° 1961	"	5.000
" n° 1721	"	25.000	" n° 1844	"	5.000

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code de la route

(année 1969)

Prix de la brochure. — 100 francs

Bulletin de Statistique N° 3

Prix de la brochure : 250 Frs.

Statistiques douanières

Année 1968 — Prix : 450 francs

Nomenclature générale

des actes professionnels des médecins, chirurgiens, spécialistes, chirurgiens-dentistes et sages-femmes

Prix : 200 francs

Code du travail

(Edition 1968)

Prix de la brochure : 200 francs

Budget - Exercice 1969

450 fr. l'exemplaire

Textes

relatifs à l'intégration
 dans la fonction publique métropolitaine
 (Corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française)

la brochure : 100 Frs.

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961) (Réimpression)

Prix : 60 francs.

Compte définitif - Exercice 1966

300 fr. l'exemplaire